

RAPPORT DE PRESENTATION

DU COMPTE ADMINISTRATIF 2015

Ce rapport a pour objet la présentation des résultats de l'exécution du budget 2015 de la commune de Cherbourg-Octeville.

Il s'agit du dernier compte administratif de Cherbourg-Octeville avant intégration dans la commune nouvelle de Cherbourg en Cotentin.

Le budget primitif 2015, adopté par le Conseil municipal le 18 décembre 2014, prévoyait 54 463 946 € pour les dépenses réelles de fonctionnement et 11 220 330 € pour les dépenses réelles d'investissement.

Les dépenses réelles de fonctionnement se sont élevées en 2015 à 52 633 871 € et celles d'investissement à 13 517 142 €.

Dépenses réelles	BP 2015	Reports 2015	CA 2015	Pourcentage de réalisation 2015	Pourcentage de réalisation 2014
Fonctionnement	54 463 946		52 633 871	96,64%	98,14%
Investissement	11 220 330	10 017 330	13 517 142	63,65%	57,45%
Dépenses d'équipement (investissement hors dette)	8 220 330	10 017 330	10 535 518	57,77%	53,71%

Les pourcentages de réalisation de 2015 sont légèrement inférieurs à ceux de 2014 pour le fonctionnement.

Pour l'investissement, le pourcentage de réalisation est supérieur à celui de 2014.

SOMMAIRE

A) les résultats d'exécution du budget principal

- | | |
|--|---------|
| 1) la section de fonctionnement | page 4 |
| a) les dépenses | page 5 |
| b) les recettes | page 12 |
| 2) la section d'investissement | page 20 |
| a) les dépenses | page 20 |
| b) les recettes | page 23 |
| 3) la chaîne de l'épargne | page 24 |
| 4) le résultat, son affectation et les reports | page 27 |

B) la situation de la dette **page 29**

C) les résultats d'exécution des budgets annexes

- | | |
|---|---------|
| 1) le port de plaisance | page 31 |
| 2) les espaces d'activités économiques | page 39 |
| 3) les parkings | page 41 |
| 4) les autres budgets annexes (locations et cimetières) | page 43 |

Conclusion **page 44**

Vue d'ensemble des budgets (investissement + fonctionnement)

BUDGET PRINCIPAL D: 71 829 378,05 € R: 84 071 459,36 €	
PORT DE PLAISANCE D: 3 296 858,96 € R: 3 786 027,51 €	PARKINGS D: 445 186,16 € R: 516 762,95 €
LOCATIONS ET PRESTATIONS DE SERVICE D: 374 427,37 € R: 415 942,05 €	CIMETIERES D: 12 123,00 € R: 12 123,00 €
ESPACES D'ACTIVITES ECONOMIQUES D: 464 671,80 € R: 509 854,89 €	

Vue d'ensemble du budget principal

	DEPENSES	RECETTES
Fonctionnement		
Mouvements réels	52 633 870,87	59 332 093,32
Mouvements d'ordre	1 817 896,75	386 363,50
Total	54 451 767,62	59 718 456,82
Investissement		
Mouvements réels	16 517 142,41	22 061 001,27
Mouvements d'ordre	860 468,02	2 292 001,27
Total	17 377 610,43	24 353 002,54
TOTAL BUDGET	71 829 378,05	84 071 459,36

A) LES RESULTATS D'EXECUTION DU BUDGET PRINCIPAL

Ils concernent la section de fonctionnement, la section d'investissement et le résultat.

1- Les opérations de la section de fonctionnement

Comme l'indiquent les tableaux ci-dessous les pourcentages des réalisations par rapport aux prévisions (du budget primitif, du budget supplémentaire et des décisions modificatives) ont été de 94,67 % en ce qui concerne les dépenses et de 101,90 % en ce qui concerne les recettes.

DEPENSES

	Nature	Prévu	Réalisé	% de réalisation
60	Achats	5 947 047	5 256 608	88,39%
61	Services extérieurs	2 776 934	2 415 785	86,99%
62	Autres services extérieurs	3 186 675	2 781 709	87,29%
63	Impôts et taxes	640 087	635 896	99,35%
64	Charges de personnel	33 114 513	32 041 322	96,76%
65	Autres charges de gestion courante	8 867 709	8 664 395	97,71%
66	Charges financières	621 000	452 654	72,89%
67	Charges exceptionnelles	229 695	185 313	80,68%
68	Provision	120 419	120 419	100,00%
73	Reversement sur impôts et taxes	93 089	79 769	85,69%

55 597 168	52 633 871	94,67%
-------------------	-------------------	---------------

RECETTES

	Nature	Prévu	Réalisé	% de réalisation
64	Remboursements sur rémunérations	946 982	695 282	73,42%
70	Produits du domaine et ventes	2 653 807	2 835 955	106,86%
73	Impôts et taxes	29 325 268	30 286 496	103,28%
74	Dotations, subventions, participations	24 508 682	24 543 689	100,14%
75	Autres produits de gestion courante	749 114	702 298	93,75%
76	Produits financiers	200	148	74,12%
77	Produits exceptionnels	44 340	236 988	534,48%
78	Reprise de provision		31 236	

58 228 393	59 332 093	101,90%
-------------------	-------------------	----------------

a. Les dépenses de la section de fonctionnement

Elles se sont élevées en 2015 à 52 633 871 € contre 52 863 505 € en 2014.

On constate donc une diminution de - 0,43 % des dépenses de fonctionnement.

	Nature	CA 2013	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %	Structure 2015
60	Achats	5 570 442	5 242 949	5 256 608	13 659	0,26%	9,99%
61	Services extérieurs	2 448 245	2 509 883	2 415 785	-94 098	-3,75%	4,59%
62	Autres services extérieurs	2 355 480	2 720 746	2 781 709	60 963	2,24%	5,29%
63	Impôts et taxes	605 334	615 574	635 896	20 322	3,30%	1,21%
64	Charges de personnel	30 632 692	31 577 690	32 041 322	463 632	1,47%	60,88%
65	Autres charges de gestion courante	9 343 788	8 920 547	8 664 395	-256 152	-2,87%	16,46%
66	Charges financières	566 614	491 580	452 654	-38 926	-7,92%	0,86%
67	Charges exceptionnelles	189 961	704 800	185 313	-519 487	-73,71%	0,35%
68	Provision	27 177	24 346	120 419	96 073	394,62%	0,23%
73	Reversement sur impôts et taxes	13 484	55 389	79 769	24 380	44,02%	0,15%
		51 753 217	52 863 505	52 633 871	-229 634	-0,43%	100,00%
			2,15%	-0,43%			

Les dépenses de fonctionnement diminuent globalement de – 229 634 €, soit - 0,43 %.

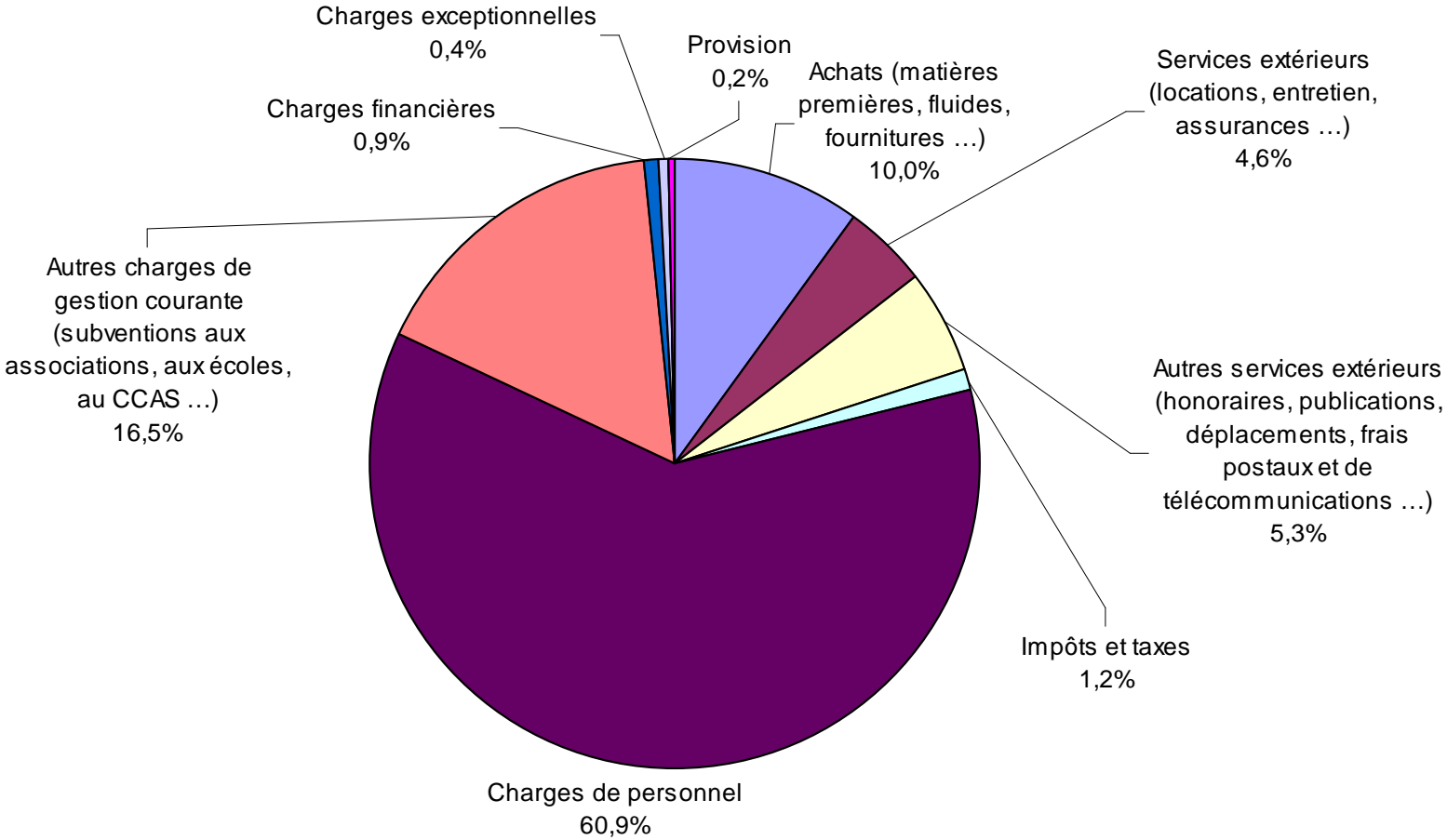
Si l'on retire sur l'exercice 2014 les dépenses liées à l'organisation de la course du Figaro (405 992 €) et de Presqu'île en fleurs (49 969 €), ainsi que le reversement partiel de l'indemnité obtenue en 2012 suite au contentieux avec l'Etat au sujet de la TP de DCNS (549 192 €), on peut retenir que les dépenses augmentent alors globalement de + 775 519 €, soit + 1,50 % par rapport à 2014.

Les charges de personnel augmentent de + 1,47 % (contre + 3,08 % en 2014). Cette augmentation vient de la mise en place de la réforme des rythmes scolaires depuis la rentrée de septembre 2014, que l'on constate donc en année pleine en 2015.

Les comptes 65 (subventions au CCAS et aux associations notamment) diminuent de - 2,87 %.

Les frais financiers (comptes 66) diminuent de - 7,92 %.

Dépenses réelles de fonctionnement



L'évolution des principaux comptes a été la suivante :

I/ Les comptes 60 : achats

	Nature	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %	Structure 2015
602	Achats stockés	843 882	910 132	66 250	7,85%	17,31%
603	Variation de stocks	587 906	606 471	18 564	3,16%	11,54%
604	Achats d'études	29 279	11 572	-17 707	-60,48%	0,22%
606	Achats non stockés	3 781 882	3 728 433	-53 448	-1,41%	70,93%
		5 242 949	5 256 608	13 659	0,26%	100,00%

On constate une légère augmentation de + 0,26 % de ce poste représentant 9,99 % de nos dépenses de fonctionnement.

Les comptes 602 enregistrent les dépenses nécessaires pour alimenter les centrales d'achat, et notamment la centrale matériaux.

Les comptes 606 (eau, électricité, gaz, combustibles), qui représentent 70,93 % des comptes 60, diminuent par rapport à 2014, de - 1,41 %.

II/ Les comptes 61 : services extérieurs

	Nature	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %	Structure 2015
611	Contrat prestations de services	88 290	51 976	-36 314	-41,13%	2,15%
613	Locations	524 975	510 460	-14 515	-2,76%	21,13%
614	Charges locatives	91 960	75 851	-16 109	-17,52%	3,14%
615	Entretien et réparations	986 607	1 082 130	95 523	9,68%	44,79%
616	Primes d'assurances	217 460	224 819	7 359	3,38%	9,31%
617	Etudes et recherches	115 614	34 255	-81 359	-70,37%	1,42%
618	Divers (documentation, formation)	484 977	436 295	-48 682	-10,04%	18,06%
		2 509 883	2 415 785	-94 098	-3,75%	100,00%

Ce poste représentant 4,59 % de nos dépenses de fonctionnement diminue globalement de - 3,75 % par rapport à 2014 suite à des efforts d'économies généralisés dans les services municipaux.

III/ Les comptes 62 : autres services extérieurs

	Nature	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %	Structure 2015
621	Personnel extérieur	950 380	1 174 000	223 620	23,53%	42,20%
622	Honoraires	225 873	313 055	87 182	38,60%	11,25%
623	Publicité, relations publiques	832 209	462 108	-370 101	-44,47%	16,61%
624	Transports	86 573	90 817	4 244	4,90%	3,26%
625	Déplacements, missions, réceptions	137 417	172 974	35 557	25,88%	6,22%
626	Frais postaux et de télécommunications	266 567	301 606	35 039	13,14%	10,84%
627	Services bancaires	1 943	3 917	1 974	101,62%	0,14%
628	Divers	219 785	263 234	43 449	19,77%	9,46%
		2 720 746	2 781 709	60 963	2,24%	100,00%

Ce poste représente 5,29 % des dépenses de fonctionnement ; il est en augmentation par rapport à 2014, malgré la course du Figaro et de Presqu'île en fleurs en 2014 non reconduites en 2015.

Le compte 621 concerne le marché d'activités socio éducatives. Il augmente suite aux avenants passés avec le prestataire dans le cadre de la mise en place de la réforme des rythmes scolaires.

L'augmentation du compte 622 est due à l'application des temps d'activités périscolaires en année pleine.

L'augmentation du compte 625 est due aux frais d'emménagement dans le Quasar.

IV/ Les comptes 63 : impôts et taxes

	Nature	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %	Structure 2015
633	Impôts et taxes sur rémunérations	481 967	486 999	5 031	1,04%	76,58%
635	Autres impôts et taxes (impôts)	133 607	148 897	15 291	11,44%	23,42%
		615 574	635 896	20 322	3,30%	100,00%

Ces impôts représentent 1,21 % des dépenses de fonctionnement et sont en augmentation (+ 3,30 %).

76,58 % de ce poste sont constitués du versement de transport (dont le taux fixé par la CUC a augmenté en 2011), des cotisations au F.N.A.L. (fonds national d'aide au logement) et au C.N.F.P.T. (centre national de la fonction publique territoriale) (comptes 633).

Les comptes 635 concernent notamment les taxes foncières des bâtiments communaux.

V/ Les comptes 64 : charges de personnel

	Nature	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %	Structure 2015
641	Rémunérations du personnel	22 397 733	22 573 571	175 838	0,79%	70,45%
645	Charges de sécurité sociale et de prévoyance	8 784 060	9 065 458	281 399	3,20%	28,29%
647	Autres charges sociales	381 717	385 431	3 714	0,97%	1,20%
648	Autres charges de personnel	14 180	16 863	2 683	18,92%	0,05%
		31 577 690	32 041 322	463 632	1,47%	100,00%

Les charges de personnel (comptes 64) sont les principales dépenses de fonctionnement : 60,88 %.

Lorsque l'on parle de masse salariale, on inclut aussi les enveloppes des natures 6331, 6332, 6336 et 6338, constituant d'autres cotisations fonction du personnel.

En 2015, les charges de personnel ont augmenté de 463 632 €, soit une hausse de + 1,47 %.

Cette hausse est contenue grâce aux efforts menés par l'étude systématique des départs qui a abouti à une décision de mobilité interne à la collectivité pour 14 postes vacants traités.

Enfin, les charges de personnel (comptes 64) n'ont pas échappé, comme les années précédentes, aux deux principaux critères d'augmentation, à savoir

- les mesures gouvernementales :
 - Augmentation du taux horaire du SMIC au 1er janvier 2015 (passé de 9,53 € à 9,61 €),
 - Augmentation des cotisations patronales CNRACL et IRCANTEC au 1er janvier 2015
 - Révision des grilles indiciaires de catégorie C et début de catégorie B au 1er janvier 2015,
 - Versement de la Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat (GIPA) au mois de juin 2015 aux agents bénéficiaires,
- les mesures propres à la collectivité :
 -
 - Fin de la mise en place de la Prime de Fonctions et de Résultats (PFR),
 - Revalorisation du régime indemnitaire des catégories B à compter du 1er avril 2015,
 - Glissement Vieillesse Technicité (GVT) : 28 avancements de grade et 248 avancements d'échelon ; soit 0,53 % de la masse salariale 2015,
 - Répercussion en année pleine de la réforme des rythmes scolaires,
 - Déprécarisation de 4 agents non titulaires.

VI/ Les comptes 65 : autres charges de gestion courante

	Nature	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %	Structure 2015
651	Redevances pour concessions, brevets	7 209	6 996	-213	-2,96%	0,08%
653	Indemnités et frais de mission des élus	451 319	440 743	-10 576	-2,34%	5,09%
654	Pertes sur créances irrécouvrables	43 110	27 763	-15 347	-35,60%	0,32%
655	Contingents et part. obligatoires	261 165	288 879	27 713	10,61%	3,33%
6573	Subv. de fonc. aux organismes publics	3 622 658	3 409 450	-213 209	-5,89%	39,35%
6574	Subv. de fonc. aux personnes de droit privé	4 522 830	4 480 237	-42 593	-0,94%	51,71%
658	Charges diverses de gestion courante	12 254	10 327	-1 928	-15,73%	0,12%
		8 920 547	8 664 395	-256 152	-2,87%	100,00%

Ces charges représentent 16,46 % des dépenses de fonctionnement. Elles ont diminué en 2015 de - 2,87 %.

Les subventions aux organismes publics (compte 6573 : CCAS, Centre des Arts du Cirque de Basse-Normandie, établissements cogérés CAF) intègrent depuis juillet 2011 le nouvel EPCC ESAM C² (établissement public de coopération culturelle) suite au rapprochement des écoles des beaux arts de Caen et de Cherbourg.

Ils diminuent de - 5,89 % suite à un recalibrage de la subvention du CCAS et de la baisse du coût des établissements cogérés avec la CAF

Les comptes 6574 (subventions aux associations) diminuent de - 0,94 %.

VII/ Les comptes 66 : charges financières

	Nature	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %
66	Charges financières	491 580	452 654	-38 926	-7,92%

Les charges financières ont représenté 0,86 % des dépenses de fonctionnement en 2014 et sont en diminution de - 7,92 % par rapport à 2014.

VIII/ Les comptes 67 : charges exceptionnelles

	Nature	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %
67	Charges exceptionnelles	704 800	185 313	-519 487	-73,71%

Les charges exceptionnelles représentent 0,35 % des dépenses de fonctionnement. Elles diminuent de - 73,71 %, par rapport à 2014.

On trouve dans ces comptes des charges exceptionnelles diverses (subventions exceptionnelles, reversement aux particuliers des recettes pour contrôle des installations sanitaires).

En 2004, la Ville a engagé une démarche contentieuse suite à la constatation d'anomalies dans l'évolution des bases d'imposition de l'arsenal dans les années 2000 à 2003.

Le 7 juin 2012, la cour administrative d'appel de Nantes a finalement donné raison à la Ville et a condamné l'Etat à verser une somme globale de 1 049 041 €. L'Etat ayant alors fait appel de cette décision, une provision équivalente a été constituée.

De fait, l'Etat a obtenu en 2014 en cassation auprès du conseil d'Etat, un reversement partiel à hauteur de 549 192 €. Ce reversement explique la forte augmentation des comptes 67 en 2014. La provision est intégralement reprise en recettes de fonctionnement. Au final, cette démarche engagée en 2004 se termine, 10 ans plus tard, et se conclut par un gain définitif pour la Ville de 499 848 €.

IX/ Les comptes 68 : provisions

	Nature	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %
68	Provision	24 346	120 419	96 073	394,62%

Les provisions constituées en 2015 représentent les économies réalisées avec les emprunts structurés.

X/ Les comptes 739 : reversement sur impôts et taxes

	Nature	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %	Structure 2015
7391	Restitution dégrèvements THLV	34 513	37 380	2 867	8,31%	46,86%
7392	FPIC (contribution)	20 331	42 389	22 058	108,49%	53,14%
7396	Impôt spectacles reversé au CCAS	545	0	-545	-100,00%	0,00%
		55 389	79 769	24 380	44,02%	100,00%

Ils représentent 0,15 % des dépenses de fonctionnement.

Ils concernent principalement le remboursement à l'Etat lorsque celui-ci accorde un dégrèvement de taxe d'habitation sur les logements vacants à un contribuable qui prouve que la vacance est involontaire.

On trouve également la contribution de la Ville au nouveau fonds de péréquation horizontale (FPIC) ; cette contribution étant plus que compensée par la recette perçue.

b. Les recettes de la section de fonctionnement

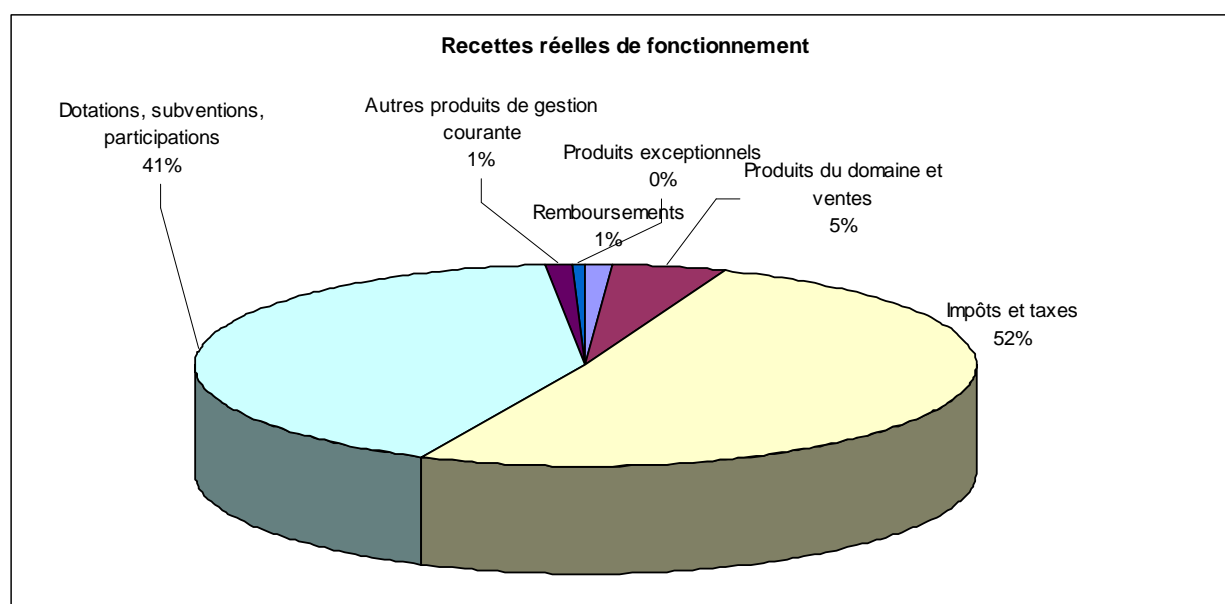
Avec un montant de 59 332 093 €, ces recettes diminuent de - 1,63 %. Elles avaient augmenté en 2014 par rapport à 2013 (+ 1,40 %).

	Nature	CA 2013	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %	Structure 2015
60	Variations de stock	587 906	606 471	544 485	-61 986	-10,22%	0,92%
64	Remboursements sur rémunérations	166 887	171 710	150 798	-20 912	-12,18%	0,25%
70	Produits du domaine et ventes	2 706 334	2 806 748	2 835 955	29 207	1,04%	4,78%
73	Impôts et taxes	29 308 820	29 034 374	30 286 496	1 252 123	4,31%	51,05%
74	Dotations, subventions, participations	25 798 055	25 695 773	24 543 689	-1 152 084	-4,48%	41,37%
75	Autres produits de gestion courante	721 902	701 502	702 298	796	0,11%	1,18%
76	Produits financiers	201	1 841	148	-1 693	-91,95%	0,00%
77	Produits exceptionnels	162 069	217 401	236 988	19 587	9,01%	0,40%
7875	Reprise de provision	31 236	1 080 277	31 236	-1 049 041	-97,11%	0,05%
		59 483 410	60 316 096	59 332 093	-984 003	-1,63%	100,00%
			1,40%	-1,63%			

Elles proviennent pour 92,41 % d'entre elles des impôts et taxes (chapitre 73) et des dotations, subventions et participations (chapitre 74).

Si l'on retire de l'exercice 2014 les recettes liées à l'organisation de la course du Figaro (431 999 €), ainsi que la recette exceptionnelle suite à la reprise de provision dans l'affaire DCNS (1 049 041 €), on peut retenir que les recettes augmentent globalement de + 497 037 €, soit + 0,84 % par rapport à 2014.

Les dépenses augmentant de + 1,50 % face à des recettes qui n'augmentent que de + 0,84 %, on constate donc un effet ciseaux qui se confirme en 2015.



I/ Les comptes 60 : variations de stock

Sont inscrits à ce compte la constatation des stocks finaux au 31 décembre 2015 des centrales d'achat gérées par la Ville. Les stocks initiaux au 1^{er} janvier 2015 sont comptabilisés en dépenses (comptes 6032 également), la différence indiquant ainsi la variation de ces stocks au cours de l'année.

II/ Les comptes 64 : remboursements sur rémunération du personnel

Sont inscrits à ce compte le remboursement par le fonds national de compensation du supplément familial et les remboursements d'indemnités journalières notamment.

III/ Les comptes 70 : redevances et recettes du domaine

	Nature	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %	Structure 2015
702	Ventes de récoltes et bois	4 348	8 409	4 061	93,41%	0,30%
703	Redevances et recettes du domaine	186 650	204 761	18 111	9,70%	7,22%
704	Travaux	33	2	-31	-93,33%	0,00%
706	Prestations de services	1 102 058	1 057 552	-44 506	-4,04%	37,29%
707	Ventes de marchandises	4 428	1 288	-3 140	-70,92%	0,05%
708	Autres produits	1 509 232	1 563 944	54 712	3,63%	55,15%
		2 806 748	2 835 955	29 207	1,04%	100,00%

Ces recettes représentent **4,78 %** des recettes de fonctionnement et sont en augmentation de + 1,04 % par rapport à 2014.

L'essentiel de ces recettes est enregistré dans les comptes 706 et 708.

Les comptes 706 (- 4,04 % en 2015) concernent notamment, les recettes du complexe sportif, les droits d'entrée dans les musées, la participation des familles à l'école de musique ainsi que les recettes des crèches et restaurants scolaires (les recettes des restaurants scolaires sont encaissées par la Ville pour les restaurants situés sur Octeville et par le CCAS pour les restaurants situés sur Cherbourg). La diminution constatée en 2015 correspond à la redevance versée par la concession chauffage qui revient désormais à la CUC.

Les comptes 708 sont composés principalement des écritures comptables permettant de compenser les dépenses qui doivent être supportées par les budgets annexes (masse salariale du port de plaisance et de la caisse des écoles notamment).

Depuis 2010, on enregistre également la facturation du coût des personnels mis à disposition d'associations.

IV/ Les comptes 73 : impôts et taxes

	Nature	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %	Structure 2015
7311	Impôts locaux	23 723 409	24 795 459	1 072 050	4,52%	81,87%
7322	Dotations de solidarité communautaire	782 456	775 416	-7 040	-0,90%	2,56%
7323	FNGIR	1 975 156	1 975 156	0	0,00%	6,52%
7325	FPIC	284 435	363 698	79 263	27,87%	1,20%
733	Taxes pour utilisation du domaine	302 920	320 416	17 496	5,78%	1,06%
7343	Taxe sur les pylônes électriques		26 046	26 046		0,09%
7351	Taxe sur l'électricité	694 229	668 228	-26 001	-3,75%	2,21%
736	Impôts et taxes spécifiques	563 217	643 618	80 401	14,28%	2,13%
7381	Droits de mutation	708 552	718 460	9 908	1,40%	2,37%

29 034 374	30 286 496	1 252 123	4,31%	100,00%
-------------------	-------------------	------------------	--------------	----------------

Ce poste comptabilise 51,05 % des recettes de fonctionnement et a augmenté de + 4,31 % en 2015.

En ce qui concerne la fiscalité directe locale, le produit des quatre taxes est en augmentation par rapport à 2014 (+ 4,52 %). Les taux étant inchangés depuis 2003, c'est l'augmentation des bases qui engendre l'augmentation du produit fiscal.

La taxe d'habitation augmente de + 4,04 %, dont + 0,90 % de revalorisation forfaitaire des bases.

La taxe foncière sur les propriétés bâties augmente de + 3,45 %, dont 0,90 % de revalorisation forfaitaire.

La cotisation foncière des entreprises prend, en partie, le relais de l'ancienne taxe professionnelle depuis 2011. Elle augmente de + 7,74 % en 2015.

Le fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) vient également abonder les comptes 73 depuis 2011 afin de compenser les effets de la réforme de la TP. Cette nouvelle recette s'est élevée à 1 975 156 €. Il s'agit d'une recette figée qui n'évoluera donc pas et ne sera pas indexée.

Le compte 7325 apparaît depuis 2012 et enregistre le FPIC (fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales). La recette brute pour Cherbourg-Octeville est de 363 698 €.

Les comptes 733 concernent les droits de place et de stationnement et ont diminué de + 5,78 % en 2015.

La taxe sur l'électricité est en diminution de - 3,75 %.

Les comptes 736 augmentent de + 14,28 %. Ils concernent la taxe sur les jeux de hasard et la taxe locale sur la publicité extérieure.

Les comptes 738 concernent essentiellement la taxe additionnelle aux droits de mutation qui a augmenté en 2015 de + 1,40 %.

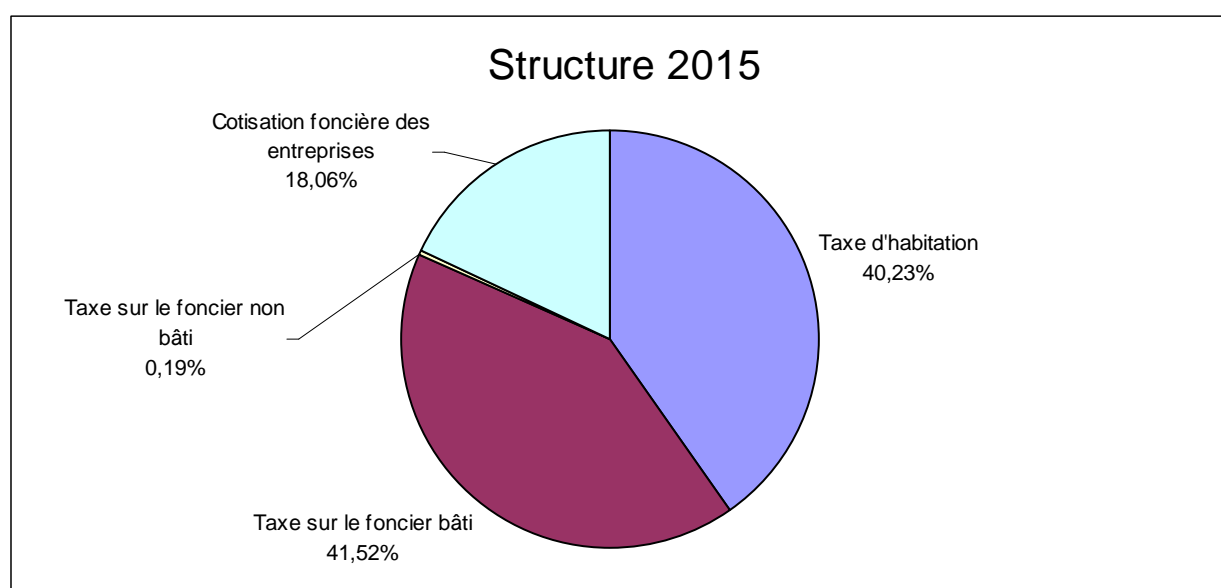
La dotation de solidarité communautaire (DSC) a diminué de - 0,90 % en 2015. Cette dotation (775 416 €), introduite par la loi Chevènement sur l'intercommunalité, provient de la CUC.

Taxe	Taux 2013	Taux 2014	Taux 2015	Evolution en %
Taxe d'habitation	19,02	19,02	19,02	0%
Taxe sur le foncier bâti	19,43	19,43	19,43	0%
Taxe sur le foncier non bâti	42,98	42,98	42,98	0%
Cotisation foncière des entreprises	19,24	19,24	19,24	0%

Taxe	Bases 2013	Bases 2014	Bases 2015	Evolution en €	Evolution en %
Taxe d'habitation	44 103 698	44 639 867	46 443 624	1 803 757	4,04%
Taxe sur le foncier bâti	44 842 769	45 350 229	46 915 520	1 565 291	3,45%
Taxe sur le foncier non bâti	97 256	94 993	96 418	1 425	1,50%
Cotisation foncière des entreprises	19 299 991	19 127 797	20 607 736	1 479 939	7,74%

Taxe	Produits 2013	Produits 2014	Produits 2015	Evolution en €	Evolution en %	Structure 2015
Taxe d'habitation	8 388 523	8 490 503	8 833 577	343 075	4,04%	40,23%
Taxe sur le foncier bâti	8 712 950	8 811 549	9 115 686	304 136	3,45%	41,52%
Taxe sur le foncier non bâti	41 801	40 828	41 440	612	1,50%	0,19%
Cotisation foncière des entreprises	3 713 318	3 680 188	3 964 928	284 740	7,74%	18,06%

20 856 592	21 023 068	21 955 632	932 563	4,44%	100,00%
-------------------	-------------------	-------------------	----------------	--------------	----------------



V/ Les comptes 74 : dotations, subventions et participations

	Nature	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %	Structure 2015
7411	D.G.F.	13 597 481	12 350 148	-1 247 333	-9,17%	50,32%
7412	D.S.U.	4 863 995	5 439 574	575 579	11,83%	22,16%
7412	Dotation Nationale de Péréquation	367 587	330 828	-36 759	-10,00%	1,35%
746	D.G.D.	298 564	298 000	-564	-0,19%	1,21%
747	Subventions et participations	2 951 904	2 578 632	-373 272	-12,65%	10,51%
748	Autres attributions et compensations	3 616 242	3 546 506	-69 736	-1,93%	14,45%
		25 695 773	24 543 688	-1 152 085	-4,48%	100,00%

Les dotations, subventions et participations représentent 41,37 % des recettes de fonctionnement. Elles diminuent en 2015 de - 4,48 %.

La DGF qui constitue 20,81 % de nos recettes de fonctionnement est en baisse de - 1 247 333 €, soit - 9,17 %. Cela représente la part de la Ville dans l'effort de redressement des comptes publics étalé de 2014 à 2017. Cet effort (1,5 milliards d'euros au niveau national en 2014), s'est élevé à 3,67 milliards en 2015, puis à nouveau 3,67 milliards en 2016 et 3,67 milliards en 2017. La création de la commune nouvelle au 1^{er} janvier 2016 va permettre de ne pas subir les diminutions de 2016 et 2017.

Cet effort est en partie compensé par l'augmentation de la DSU, qui représente 9,17 % de nos recettes de fonctionnement, et qui augmente en 2015 de + 575 579 €, soit + 11,83 %.

Détail des comptes 747 :

	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %	
Participations Etat	285 498	447 569	162 071	56,77%	
Participations Région	83 720	49 151	-34 569	-41,29%	
Participations Département	142 900	52 420	-90 480	-63,32%	
Participations Communes	147 147	194 551	47 404	32,22%	
Participations Groupements	317 257	24 766	-292 491	-92,19%	
Participations CAF	1 886 330	1 798 373	-87 957	-4,66%	
Autres participations	89 052	11 802	-77 250	-86,75%	
		2 951 904	2 578 632	-373 272	-12,65%

Les participations diminuent globalement, notamment du fait qu'elles enregistraient en 2014 les subventions pour l'organisation de la course du Figaro.

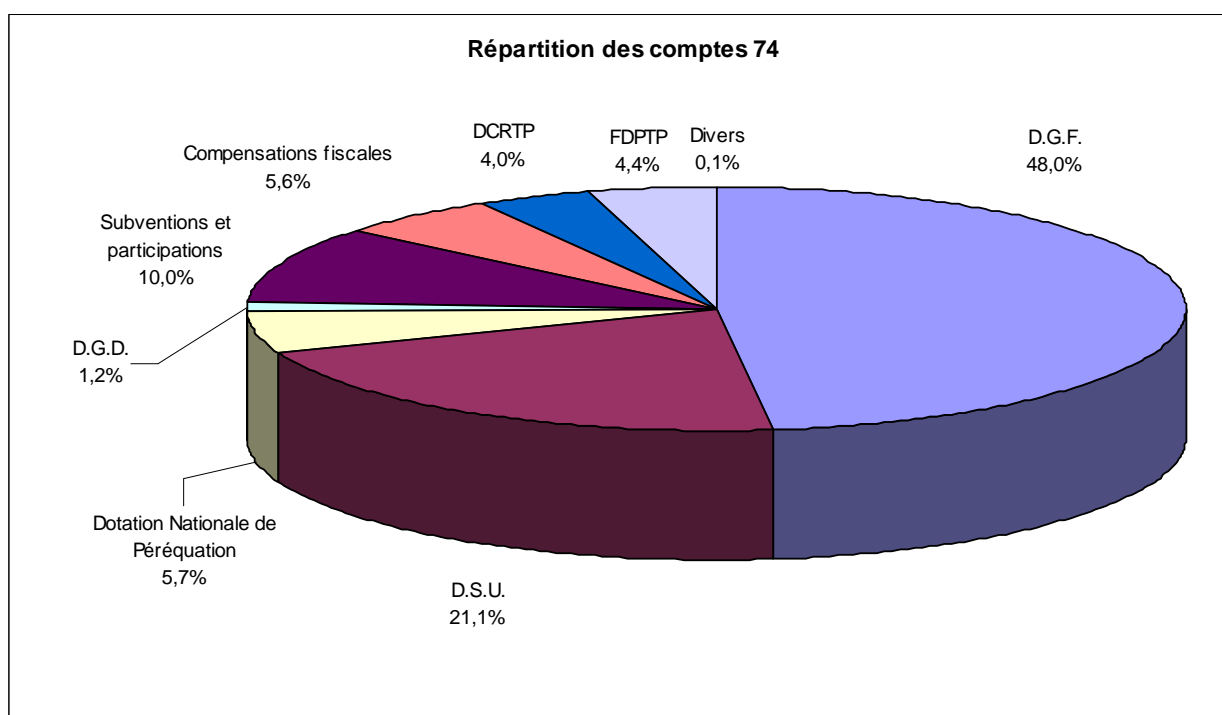
Détail des comptes 748 :

	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %
Compensations fiscales	1 428 876	1 351 940	-76 936	-5,38%
DCRTP	1 038 554	1 038 554	0	0,00%
FDPTP	1 126 833	1 133 814	6 981	0,62%
Compensation droits de mutation	3 076	3 415	339	11,02%
Dotation de recensement	8 843	8 723	-120	-1,36%
Dotation titres sécurisés	10 060	10 060	0	0,00%
	3 616 242	3 546 506	-69 736	-1,93%

Les compensations fiscales continuent de jouer leur rôle de variable d'ajustement de l'enveloppe normée des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales et diminuent de - 76 936 € en 2015.

La dotation de compensation de la réforme de la TP a fait son apparition en 2011. Là encore, il s'agit d'une recette qui ne sera pas indexée.

Le fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP) est en augmentation de + 0,62 %. Seule la part communes défavorisées est versée depuis la réforme de la TP, la part communes concernées ayant été intégrée dans les dotations de compensation.



VI/ Les comptes 75 : autres produits de gestion courante

	Nature	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %	Structure 2015
752	Revenus des immeubles	689 840	693 795	3 955	0,57%	98,79%
758	Produits divers de gestion courante	11 662	8 503	-3 159	-27,09%	1,21%
		701 502	702 298	796	0,11%	100,00%

Ces recettes représentent 1,18 % des recettes de fonctionnement et augmentent de + 0,11 % en 2015.

Le loyer de l'EHPAD facturé au CCAS (380 311 € en 2015) constitue la principale recette des comptes 752.

VII/ Les comptes 76 : produits financiers

	Nature	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %
76	Produits financiers	1 841	148	-1 693	-91,95%

VIII/ Les comptes 77 : produits exceptionnels

	Nature	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %	Structure 2015
771	Produits exceptionnels	42 399	9 552	-32 847	-77,47%	4,03%
773	Mandats annulés	27 697	13 901	-13 796	-49,81%	5,87%
775	Produits des cessions d'immo.	40 065	169 686	129 621	323,53%	71,60%
778	Autres produits exceptionnels	107 240	43 848	-63 392	-59,11%	18,50%
		217 401	236 988	19 587	9,01%	100,00%

Ces produits représentent 0,40 % des recettes de fonctionnement et sont, par nature, relativement fluctuants et imprévisibles.

Le compte 775 comptabilise les cessions d'éléments du patrimoine. Une cession de parcelles est intervenue en 2015 pour un montant de 146 900 €.

IX/ Evolution des dotations de l'Etat

	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	Structure 2015
DGF	14 546 540	14 603 010	14 421 017	14 197 173	13 597 481	12 350 148	66,77%
	-0,99%	0,39%	-1,25%	-1,55%	-4,22%	-9,17%	
COMPENSATION TP CFE	785 416	627 206	549 063	457 145	370 130	242 329	1,31%
	-9,06%	-20,14%	-12,46%	-16,74%	-19,03%	-34,53%	
COMPENSATION TF	325 181	310 338	272 238	227 125	178 371	133 695	0,72%
	-4,36%	-4,56%	-12,28%	-16,57%	-21,47%	-25,05%	
DOTATION SOLIDARITE URBAINE (DSU)	3 742 573	4 036 328	4 229 938	4 640 070	4 863 995	5 439 574	29,41%
	8,42%	7,85%	4,80%	9,70%	4,83%	11,83%	
DOTATION NAT. DE PEREQUATION (DNP)	565 674	585 330	526 797	496 013	367 587	330 828	1,79%
	3,72%	3,47%	-10,00%	-5,84%	-25,89%	-10,00%	
Total dotations de l'Etat	19 965 384	20 162 212	19 999 053	20 017 526	19 377 564	18 496 574	100,00%
	0,37%	0,99%	-0,81%	0,09%	-3,20%	-4,55%	

Hormis la DSU dont l'évolution est de + 11,83 % en 2015, les autres dotations de l'Etat sont en diminution du fait de l'effet recensement de la population mais principalement du fait du resserrement de l'enveloppe normée des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales.

Globalement, l'évolution en 2015 est négative de - 880 990 €, soit - 4,55 %.

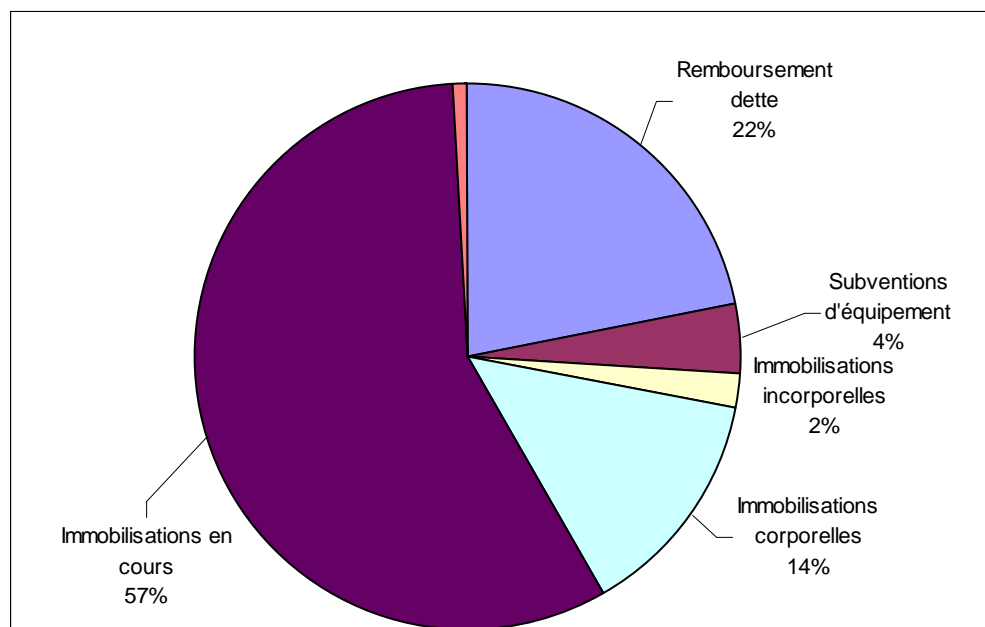
2- Les opérations de la section d'investissement

a) Les dépenses de la section d'investissement

	Nature	CA 2013	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %	Structure 2015
16	Emprunts et dettes	2 784 829	2 203 822	2 981 624	777 803	35,29%	22,06%
204	Subventions d'équipement	88 179	610 853	533 534	-77 319	-12,66%	3,95%
20	Immobilisations incorporelles	303 270	339 854	271 521	-68 333	-20,11%	2,01%
21	Immobilisations corporelles	1 332 751	1 497 246	1 836 046	338 800	22,63%	13,58%
23	Immobilisations en cours	8 865 734	10 109 909	7 788 037	-2 321 872	-22,97%	57,62%
4541	Travaux pour compte de tiers (périls)	0	138 458	106 380	-32 078	-23,17%	0,79%
		13 374 763	14 900 142	13 517 142	-1 382 999	-9,28%	100,00%

Elles concernent principalement : **les comptes 16** (emprunts et dettes), **les comptes 20** (immobilisations incorporelles), **les comptes 21** (immobilisations corporelles) et **les comptes 23** (immobilisations en cours).

On constate globalement une diminution des dépenses d'équipement (dépenses d'investissement hors dette) qui ont atteint 10 535 518 € contre 12 696 320 € en 2014.



I/ Les comptes 16 : emprunts et dettes

Ces dépenses (2 981 624 €) couvrent le remboursement en capital des annuités de la dette.

II/ Les comptes 20 : immobilisations incorporelles

	Nature	CA 2013	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %	Structure 2015
2031	Frais d'études	209 025	132 732	188 820	56 088	42,26%	23,45%
2033	Frais d'insertion	17 951	13 406	24 130	10 724	79,99%	3,00%
2041	Subv équipement org publics	53 500	567 979	498 522	-69 457	-12,23%	61,92%
2042	Subv équipement pers privées	34 679	42 874	35 012	-7 862	-18,34%	4,35%
2051	Logiciels	76 294	193 716	58 571	-135 145	-69,76%	7,28%
		391 449	950 707	805 055	-145 652	-15,32%	100,00%

Les comptes 2041 et 2042 enregistrent les subventions d'équipement depuis 2006 suite à la réforme de la M 14.

En ce qui concerne les personnes de droit public (nature 2041), une subvention de 432 022 € a été versée à Ports Normands Associés (PNA) dans le cadre de la passerelle du bassin du commerce.

En ce qui concerne les personnes de droit privé (nature 2042), 35 012 € ont été versés dont :

- les subventions pour rénovation de vitrines pour 28 515 €,
- les subventions pour ravalement de façades pour 6 497 €.

III/ Les comptes 21 : immobilisations corporelles

	Nature	CA 2013	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %	Structure 2015
211	Terrains	95 177	57 229	78 529	21 301	37,22%	4,28%
212	Aménagement de terrains	134 290	136 640	105 379	-31 260	-22,88%	5,74%
213	Constructions	22 382			0		0,00%
215	Matériel et outillage de voirie	33 975	21 742	18 530	-3 211	-14,77%	1,01%
216	Oeuvres et objets d'art	56 356	17 899	29 365	11 466	64,06%	1,60%
2182	Matériel de transport	142 312	287 152	93 651	-193 500	-67,39%	5,10%
2183	Matériel de bureau et informatique	148 813	177 432	239 268	61 836	34,85%	13,03%
2184	Mobilier	118 834	114 338	602 890	488 552	427,29%	32,84%
2188	Autres immo. corporelles	580 612	684 816	668 434	-16 382	-2,39%	36,41%
		1 332 751	1 497 246	1 836 046	338 800	22,63%	100,00%

Les investissements des comptes 21 augmentent de + 22,63 % en 2015.

Cette augmentation concerne notamment le mobilier pour le Quasar.

IV/ Les comptes 23 : immobilisations en cours

Ces dépenses d'investissement diminuent de - 22,97 %.

Elles avaient été particulièrement élevées en 2015 avec des opérations importantes comme le Quasar et la salle de gymnastique Marcel Arnaud.

Nature	Libellé	Montant
2313	QUASAR - TRAVAUX	2 700 055
2313	TRAVAUX CAFE DU THEATRE	2 048 584
2315	COEUR HISTORIQUE TRAVAUX	659 568
2313	SALLE OMNISPORTS CHANTEREYNE	454 102
2313	TRAVAUX S/ EQUIPEMENTS SPORTIFS	286 291
2315	AMENAGEMENT DE VOIRIE, TERRAINS ET PARKINGS	272 761
2313	VESTIAIRES DOMAINE RAVALET	249 429
2313	ECOLES - TRAVAUX	216 188
2313	TRAVAUX ECONOMIES ENERGIE	166 352
2313	ENTRETIEN DU PATRIMOINE	135 155
2312	REALISATION AIRES DE JEUX	117 039
2313	EXPLOITATION CHAUFFAGE P3	87 516
2316	RESTAURATION OEUVRES D'ART	64 944
2313	MN FRANCOISE GIROUD TRAVAUX	60 119
2313	PATRIMOINE CULTUREL - VOEU/RAVALET	56 051
2317	TRAV MAISON DES COMBATTANTS	51 304
2315	BORNES ARRET MINUTE	50 462
2313	HOTEL DE VILLE TRAV.	30 462
2313	TRAVAUX CRECHES	29 017
2313	CLDP/CIO REGROUPEMENT	21 938
2312	SKATE PARK ZONE DES BASSINS	12 332
238	AVANCES SUR MARCHES	11 787
2317	TRAVAUX IMMEUBLES COGERES	3 577
2312	FRESQUE SKATE PARK	3 000
		7 788 036

b. Les recettes de la section d'investissement

	Nature	CA 2013	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %	Structure 2015
1022	F.C.T.V.A.	1 340 719	1 460 419	1 574 173	113 754	7,79%	8,26%
1068	Réserves (excédents capitalisés)	915 775	9 472 912	9 890 153	417 241	4,40%	51,89%
13	Subventions d'équipement	2 896 341	3 204 383	1 725 736	-1 478 647	-46,14%	9,05%
164	Emprunts	1 000 000	1 810 000	5 797 729	3 987 729	220,32%	30,42%
21-23	Immobilisations en cours	97 916	153 010	53 588	-99 422	-64,98%	0,28%
4542	Remboursements suite périls			19 622	19 622		0,10%
		6 250 751	16 100 724	19 061 001	2 960 277	18,39%	100,00%

I/ Les comptes 1068 : réserves

Ce compte est la traduction comptable de la délibération n° 143-15 du 25 juin 2015 qui a consisté à affecter le résultat global de la section de fonctionnement du compte administratif 2014 en réserves destinées à couvrir le besoin de financement de la section d'investissement du budget 2015.

II/ Les comptes 13 : subventions d'investissement

Ces subventions représentent 9,05 % des recettes d'investissement.

Un premier tableau détaille ces subventions selon leur origine, le second selon leur destination.

		CA 2015	Structure 2015
1321	Etat	335 411	19,44%
1322	Région	632 192	36,63%
1323	Département	379 104	21,97%
1328	Autres subventions	379 029	21,96%
		1 725 736	100,00%

	CA 2015	Structure 2015
QUASAR	769 517	44,59%
SALLE DE GYMNASTIQUE	370 000	21,44%
ORU (Amont Quentin, parc Mendes France ...)	349 143	20,23%
ATTRACTIVITE CENTRE VILLE	189 877	11,00%
Culture (église du Vœu, abbaye du Vœu, musées, Ravalet...)	26 281	1,52%
Divers	20 918	1,21%
Total	1 725 736	100,00%

III/ Les comptes 16 : emprunts et dettes

La Ville a eu recours à trois contrats en 2015, pour un total de 5 797 729 € :

- un emprunt de 3 100 000 € auprès de Crédit agricole corporate and investment bank (CA CIB) à taux variable (Euribor 6 mois). Cet emprunt a une durée de 2 ans.
- deux emprunts de 1 983 164 € et de 714 565 € auprès de la caisse des dépôts et consignations à un taux de 1,35 % révisable en fonction de l'évolution du Livret A. Ces emprunts, contractés dans le cadre de l'ORU ont une durée de 15 ans.

3- La chaîne de l'épargne

	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	Variation 2014/2015
+ Recettes réelles d'exploitation	55 129 567	56 367 452	57 229 772	59 451 209	59 289 904	59 016 578	59 063 721	
- Dépenses réelles d'exploitation	49 219 010	49 314 241	49 016 347	50 549 825	50 955 981	51 587 389	51 795 715	
= EXCEDENT BRUT COURANT	5 910 557	7 053 211	8 213 425	8 901 384	8 333 923	7 429 189	7 268 006	-2,17%
+ Résultat exceptionnel	2 096 512	1 210 657	1 163 660	229 767	-37 317	513 142	-117 273	
= EPARGNE DE GESTION	8 007 069	8 263 868	9 377 085	9 131 151	8 296 606	7 942 331	7 150 733	-9,97%
+ Résultat financier	-511 052	-531 498	-615 875	-633 209	-566 413	-489 739	-452 506	
= EPARGNE BRUTE	7 496 017	7 732 370	8 761 210	8 497 942	7 730 193	7 452 592	6 698 227	-10,12%
- Remboursement de capital	3 013 926	3 121 316	3 109 775	2 243 661	2 784 829	2 203 822	2 981 624	
= EPARGNE NETTE	4 482 091	4 611 054	5 651 435	6 254 281	4 945 364	5 248 770	3 716 603	-29,19%
+ Autres ressources d'investissement	9 538 801	8 046 329	8 822 325	5 543 495	5 334 976	6 617 812	9 170 848	
Hors emprunts	4 636 156	5 609 223	5 397 887	3 943 495	4 334 976	4 817 812	3 373 119	
Emprunts	4 902 645	2 437 106	3 424 438	1 600 000	1 000 000	1 800 000	5 797 729	
= TOTAL RESSOURCES	14 020 892	12 657 383	14 473 760	11 797 776	10 280 340	11 866 583	12 887 451	
- Dépenses d'investissement	12 903 662	12 333 948	11 016 151	10 438 313	10 589 934	12 696 320	10 535 518	
RESULTAT GLOBAL	1 117 230	323 435	3 457 609	1 359 463	-309 594	-829 737	2 351 933	

Epargne brute	7 496 017	7 732 370	8 761 210	8 497 942	7 730 193	7 452 592	6 698 227
Recettes réelles de fonctionnement	57 682 532	58 490 519	58 854 359	60 965 867	59 483 410	60 316 096	59 332 093
Taux d'épargne brute	13,00%	13,22%	14,89%	13,94%	13,00%	12,36%	11,29%

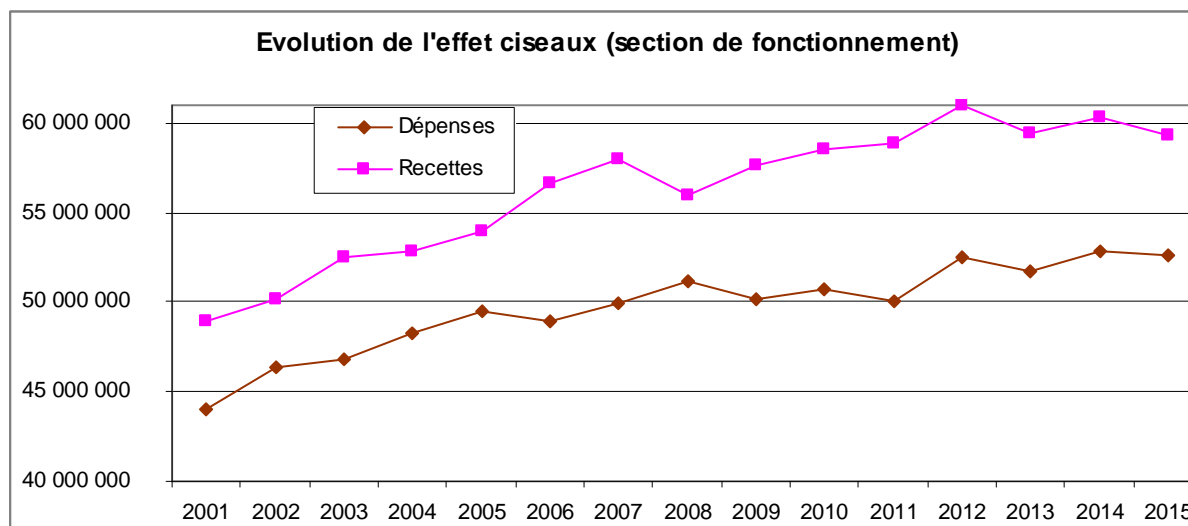
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Dépenses de fonctionnement	2,75%	-1,12%	1,89%	2,46%	-1,87%	1,14%	-1,31%	4,74%	-1,36%	2,15%	-0,43%
Recettes de fonctionnement	1,95%	5,15%	2,22%	-3,47%	3,11%	1,40%	0,62%	3,59%	-2,43%	1,40%	-1,63%
Effet ciseau	oui			oui				oui	oui	oui	oui

L'effet ciseau qui caractérisait les comptes de la Ville en 2008, s'était inversé en 2009. Mais ce phénomène apparaît à nouveau en 2012 et se confirme depuis, les recettes diminuant plus vite que les dépenses en 2015.

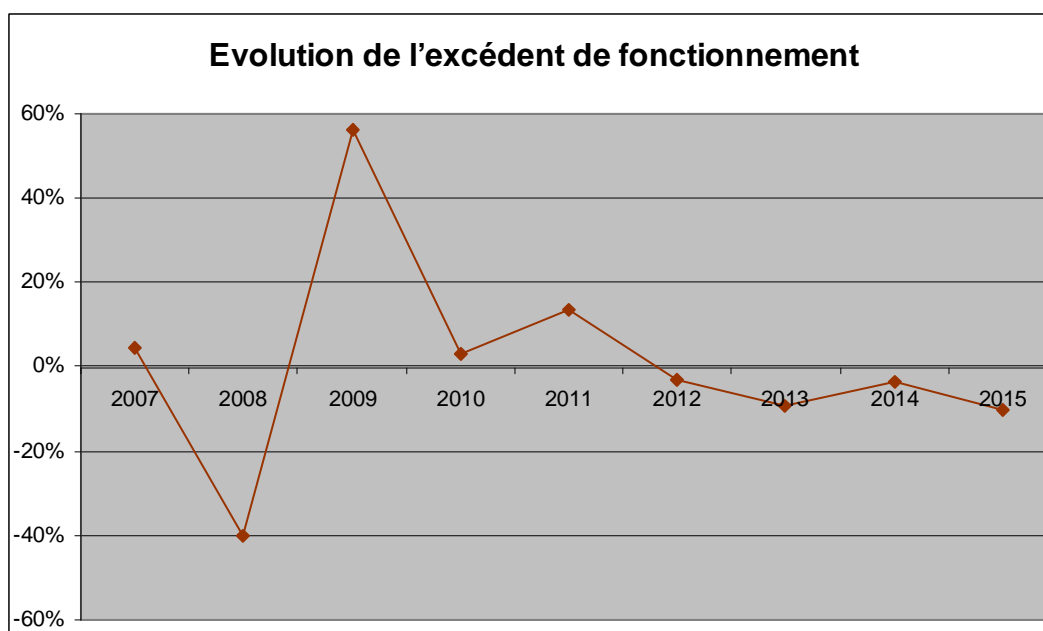
En effet, les dépenses de fonctionnement diminuent de - 0,43 % alors que les recettes de fonctionnement diminuent de - 1,63 %.

En conséquence, l'épargne nette diminue également, de - 29,19 % par rapport à 2014 et atteint 3 716 603 €.

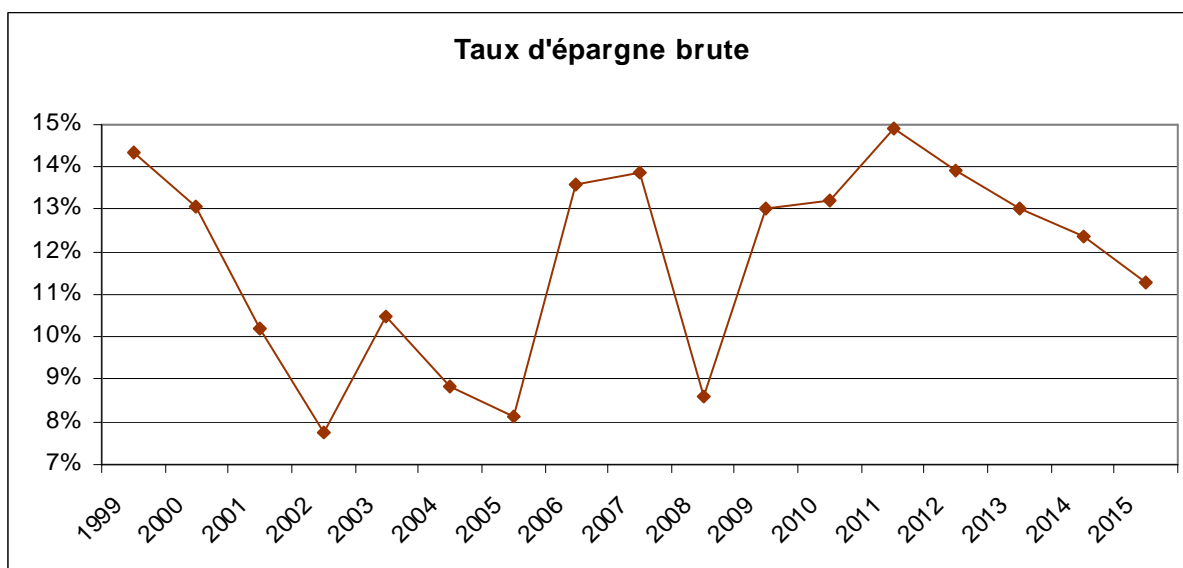
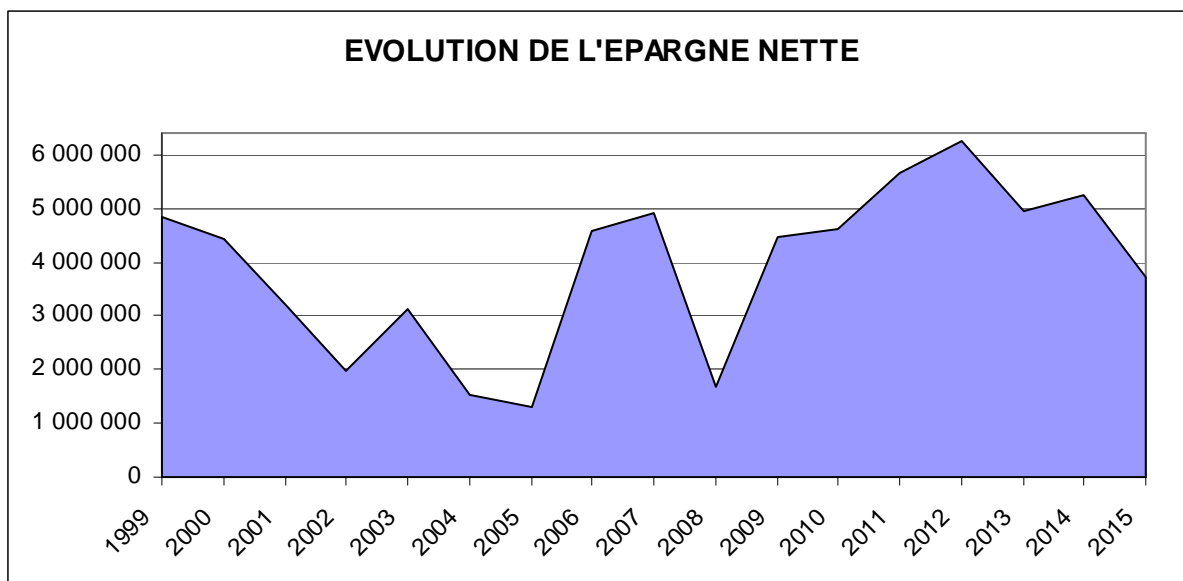
Le taux d'épargne brute s'établit à 11,29 % en 2015, au-dessus donc du seuil de 10 % qui est généralement considéré comme seuil d'alerte.



L'effet ciseau réapparaît depuis 2012.



Le graphique ci-dessus montre l'effet ciseaux en 2008, et depuis 2012.



4- Le résultat, son affectation et les reports

La totalisation des mouvements comptables de l'année 2015 se résume ainsi :

Fonctionnement	Dépenses	Recettes	Résultat
Mouvements réels	52 633 870,87	59 332 093,32	6 698 222,45
Mouvements d'ordre	1 817 896,75	386 363,50	-1 431 533,25
Total	54 451 767,62	59 718 456,82	5 266 689,20
	= résultat de clôture 2015		5 266 689,20

Investissement	Dépenses	Recettes	Résultat
Mouvements réels	16 517 142,41	22 061 001,27	5 543 858,86
Mouvements d'ordre	860 468,02	2 292 001,27	1 431 533,25
Total	17 377 610,43	24 353 002,54	6 975 392,11
	= résultat 2015		6 975 392,11

Le résultat de fonctionnement s'élève donc à 5 266 689 € en 2015.
Il s'élevait à 5 774 653 en 2014.

Le résultat diminue donc de – 507 964 €, alors même que les dotations de l'Etat ont diminué de – 880 990 € (voir détail page 19).

Les mouvements réels sont ceux qui ont fait l'objet du présent rapport.

Les mouvements d'ordre sont des écritures uniquement comptables qui permettent de constater principalement les amortissements, les sorties de l'actif (suite à des cessions), la valorisation des travaux en régie...

Ces écritures sont croisées sur les sections d'investissement et de fonctionnement et s'équilibrent donc globalement entre elles.

Pour appréhender réellement les résultats de l'année 2015, il faut également tenir compte des reports d'investissement (hors emprunts à reporter) :

Résultat d'investissement	6 975 392,11
- reports de dépenses	-7 474 991,08
+ reports de recettes	2 285 441,38
Résultat d'investissement final	1 785 842,41

Les dépenses reportées sont les dépenses d'investissement engagées juridiquement et comptablement avant le 31 décembre 2015 mais qui n'ont pas encore été mandatées. Les recettes d'investissement reportées sont celles qui ont été notifiées avant le 31 décembre 2015 mais qui n'ont pas encore été encaissées.

Il faut également tenir compte des résultats de clôture cumulés de la section d'investissement des exercices précédents :

Résultat d'investissement final 2015	1 785 842,41
Résultat de clôture 2014	-4 855 855,78
Résultat de clôture 2015	-3 070 013,37

Pour financer ce besoin de ressources d'investissement, la Ville dispose de l'excédent de la section de fonctionnement qui s'élève à 5 266 689,20€.

L'intégralité du résultat d'investissement étant couverte par l'excédent de la section de fonctionnement, il n'est pas nécessaire de reporter d'emprunt.

Le solde du résultat de fonctionnement, soit 2 196 675,83 €, viendra en recettes au budget supplémentaire 2016 ; ce qui permettra de diminuer les emprunts inscrits au budget primitif 2016.

B) LA SITUATION DE LA DETTE

En 2015, l'encours de dette a connu les mouvements suivants :

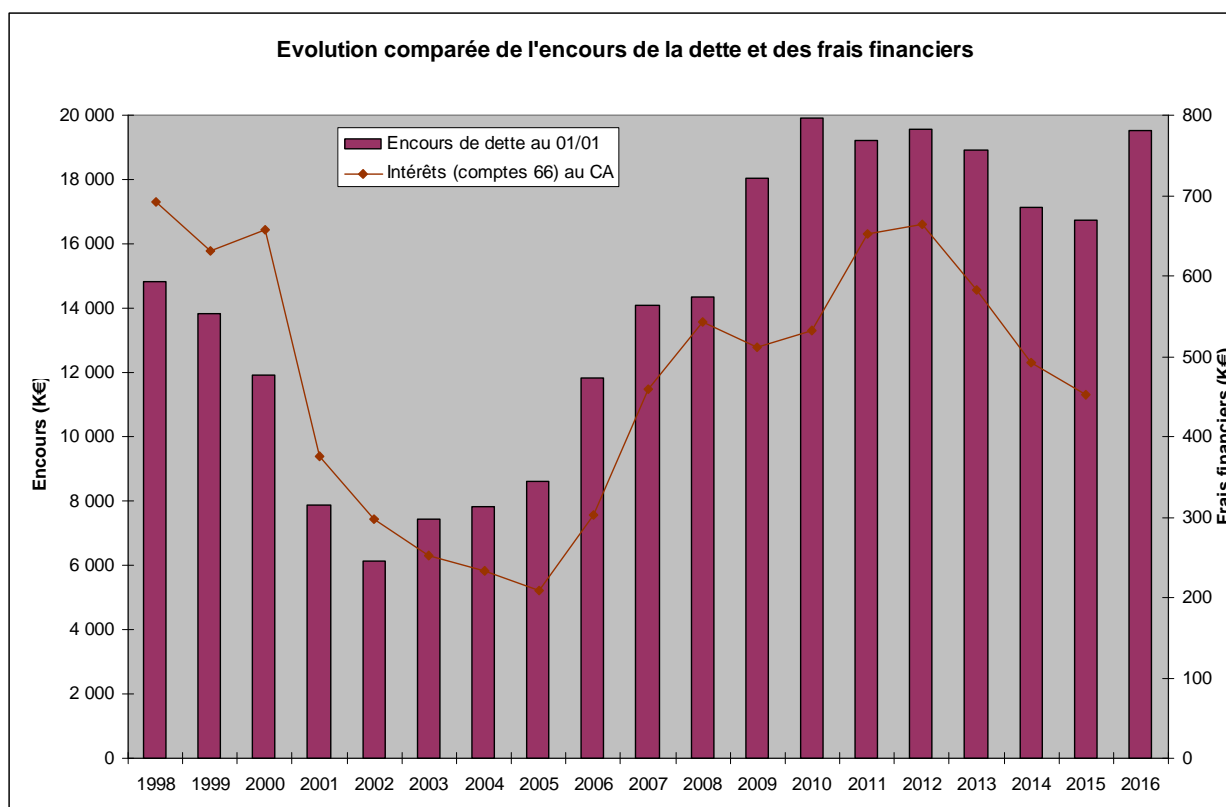
Dettes au 01/01	16 723 418
- annuité en capital	-2 981 624
+ emprunts nouveaux	5 797 729
Dettes au 31/12	19 539 523

La part des intérêts dans les dépenses de fonctionnement ne s'est élevée qu'à 0,86 % en 2015.

La dette de la Ville de Cherbourg-Octeville a donc augmenté de 2 816 105 € en 2015, alors que les investissements « physiques » (comptes 20, 21 et 23) se sont élevés à 10 535 518 €.

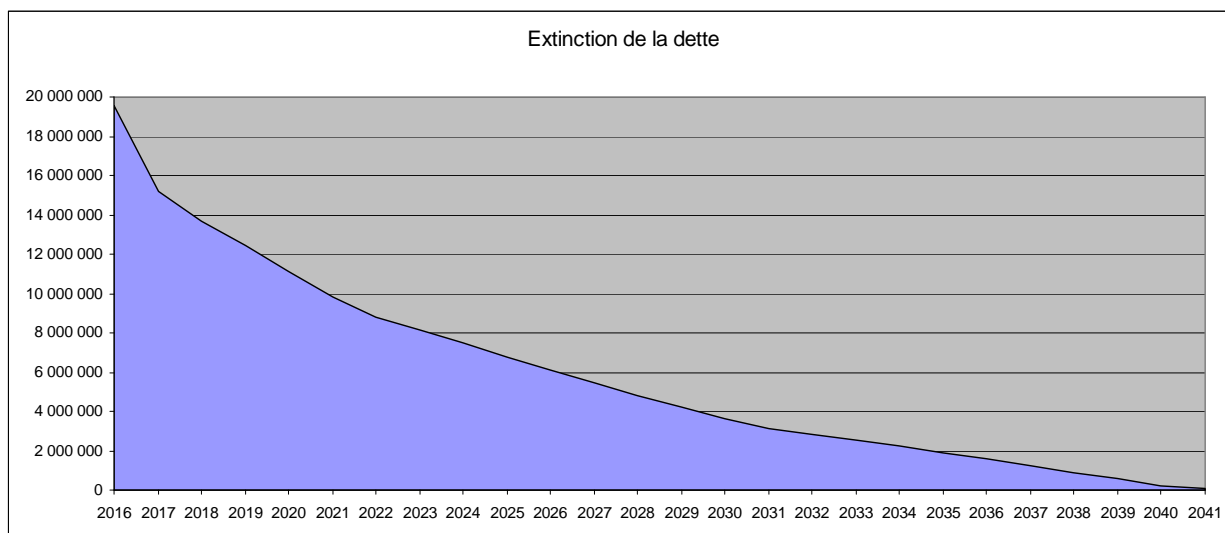
La dette par habitant est donc de 507 € au 1^{er} janvier 2016.

Ce montant était, en moyenne pour les villes de même importance, de 1 175 € au 1^{er} janvier 2015.



Les emprunts mobilisés en 2015 font progresser l'encours de dette.

Il reste néanmoins très inférieur à la moyenne si l'on compare aux communes de la même strate.



Enfin, on constate qu'il s'agit d'une dette récente et dont l'extinction se fait de façon assez rapide et qui n'obère donc pas la marge d'endettement de la commune.

Ratio	Mode de calcul (encours au 1er janvier N)	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Part des intérêts	Intérêts des emprunts / dépenses réelles de fonctionnement	1,02%	1,05%	1,30%	1,27%	1,13%	0,93%	0,86%
Taux moyen d'intérêt de la dette	Intérêts des emprunts / encours de la dette	2,76%	2,66%	3,39%	3,40%	3,08%	2,87%	2,71%
Capacité de désendettement (en nombre d'années)	encours de la dette / épargne brute	2,4	2,6	2,2	2,3	2,4	2,3	2,5

Les ratios d'endettement démontrent tous la situation favorable de la Ville dans ce domaine.

La capacité de désendettement est très rapide : 2,5 ans, alors que la moyenne pour les communes est de 7,4 ans (Villes de France).

C) LES RESULTATS D'EXECUTION DES BUDGETS ANNEXES (montants hors taxes)

1- Le budget du port de plaisance

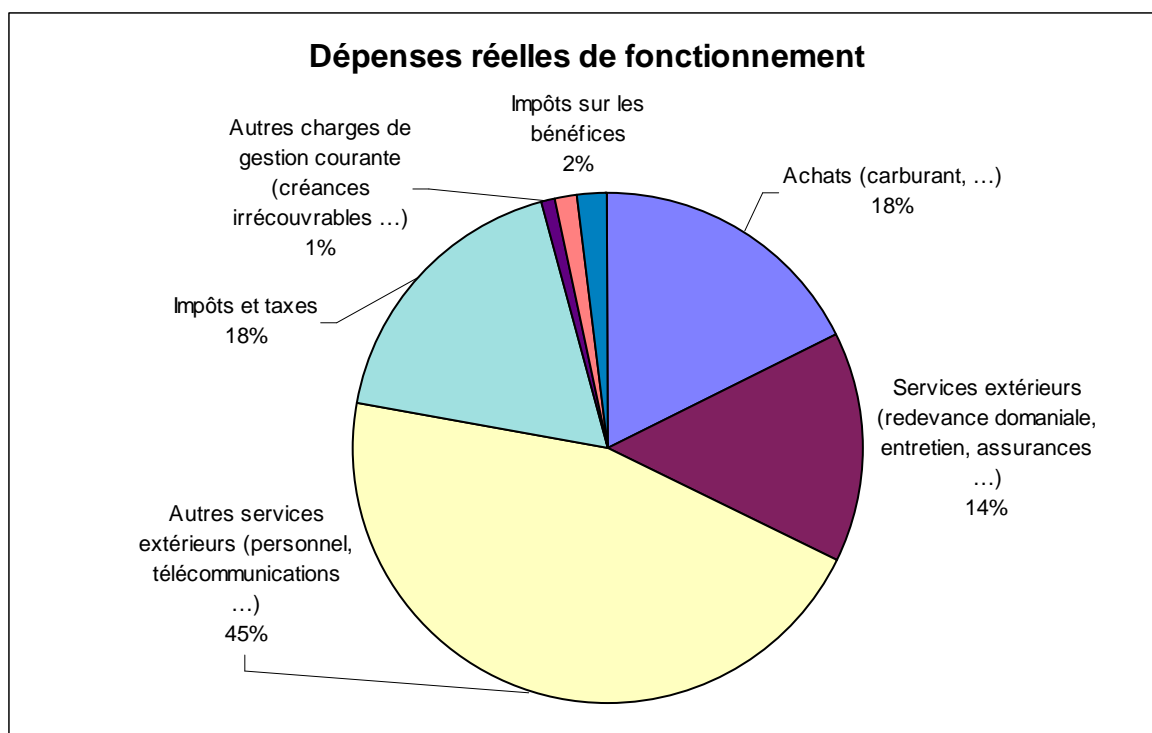
a/ Les dépenses de fonctionnement

	Nature	CA 2013	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %	Structure 2015
60	Achats	395 628	378 402	332 231	-46 171	-12,20%	17,58%
61	Services extérieurs	312 681	274 238	264 982	-9 256	-3,38%	14,03%
62	Autres services extérieurs	752 868	771 034	846 554	75 521	9,79%	44,81%
63	Impôts et taxes	318 420	324 751	339 533	14 782	4,55%	17,97%
65	Autres charges de gestion courante	9 561	8 105	10 979	2 874	35,46%	0,58%
67	Charges exceptionnelles	8 151	26 737	28 259	1 522	5,69%	1,50%
68	Provision			30 984	30 984		1,64%
69	Impôts sur les bénéfices	53 453	36 010	35 826	-184	-0,51%	1,90%

1 850 762	1 819 277	1 889 349	70 072	3,85%	100,00%
------------------	------------------	------------------	---------------	--------------	----------------

On constate une augmentation des charges sur l'exercice 2015 : + 3,85 %.

Cette augmentation est principalement due à l'augmentation des effectifs liée à la mise en place d'une équipe chargée de l'entretien (3 agents), ainsi qu'à une provision sur les créances irrécouvrables.



Evolution des principaux comptes :

	Nature	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %	Structure 2015
601	Achats stockés (carburants)	229 170	174 116	-55 054	-24,02%	52,41%
606	Achats non stockés	145 691	157 546	11 855	8,14%	47,42%
607	Achats marchandises (produits dérivés)	3 541	569	-2 972	-83,92%	0,17%
		378 402	332 231	-46 171	-12,20%	100,00%

Les comptes 60 diminuent globalement de - 12,20 %.

Les comptes 601 concernent l'achat du carburant destiné à la revente aux plaisanciers. Ils sont en baisse de -24 % en raison de la diminution du prix d'achat des carburants et d'une légère contraction du volume acheté.

Les comptes 606 (électricité, eau, produits d'entretien et fournitures diverses) augmentent de + 8,14 %.

	Nature	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %	Structure 2015
613	Locations	209 744	193 589	-16 155	-7,70%	73,06%
615	Entretien et réparations	39 127	38 629	-499	-1,27%	14,58%
616	Primes d'assurances	3 409	3 667	258	7,57%	1,38%
618	Divers (documentation, formation)	21 957	29 097	7 140	32,52%	10,98%
		274 238	264 982	-9 256	-3,38%	100,00%

Les comptes 61 diminuent de - 3,38 %, en raison de la suppression du poste "Location de bungalows" nécessaire pendant les travaux de reconfiguration du bureau du port.

	Nature	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %	Structure 2015
621	Charges de Personnel	564 734	660 200	95 466	16,90%	77,99%
622	Honoraires	375	157	-218	-58,11%	0,02%
623	Publicité, publications	21 119	15 714	-5 405	-25,59%	1,86%
625	Déplacements, missions, réceptions	4 659	3 738	-922	-19,78%	0,44%
626	Frais postaux et de télécommunications	10 371	7 932	-2 440	-23,52%	0,94%
627	Services bancaires	2 188	2 172	-16	-0,74%	0,26%
628	Divers	167 587	156 642	-10 945	-6,53%	18,50%
		771 034	846 554	75 521	9,79%	100,00%

Les comptes 62 augmentent de + 9,79 %.

Les frais de personnel augmentent de 16,9 % en raison du recrutement, à compter du 1^{er} mai 2015, de trois personnes pour constituer une équipe d'entretien totalement dédiée aux installations du port de plaisance.

Les comptes 628 diminuent de - 6,53 %. Ils comprennent notamment une quote-part de charges de personnel indirectes que le budget annexe du port de plaisance rembourse au budget principal, en plus des charges de personnel directes. Il s'agit de facturer ainsi au port de plaisance, les services rendus par les services municipaux (administration générale, finances, gestion du personnel, ...). Pour 2015, ces charges indirectes diminuent car elles n'intègrent plus l'entretien des locaux à compter de mai.

	Nature	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %	Structure 2015
633	Taxe d'apprentissage	2 195	2 586	391	17,81%	0,69%
63511	Contribution économique territoriale	98 385	100 537	2 152	2,19%	26,78%
63512	Taxe foncière	224 171	223 494	-677	-0,30%	59,54%
637	Taxe d'aménagement		12 916	12 916		3,44%
695	Impôt sur les bénéfices	36 010	35 826	-184	-0,51%	9,54%
		360 761	375 359	14 598	4,05%	100,00%

Les impôts et taxes augmentent de + 4,05 % en 2015. Cette augmentation s'explique principalement par la taxe d'aménagement due suite aux travaux du bureau du port.

	Nature	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %	Structure 2015
654	Pertes sur créances irrécouvrables	6 534	10 867	4 333	66,32%	98,99%
658	Charges diverses de gestion courante	1 571	111	-1 460	-92,91%	1,01%
		8 105	10 979	2 874	35,46%	100,00%

Généralement, les charges de gestion courante concernent essentiellement les admissions en non-valeur (créances devenues irrécouvrables malgré le travail de recouvrement effectué par la trésorerie municipale). La constitution d'une provision en 2015 permettra à l'avenir de financer ce type de dépenses.

	Nature	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %	Structure 2015
671	Charges exceptionnelles	1 868	1 491	-377	-20,18%	5,28%
673	Titres annulés (sur exercice antérieur)	3 115	2 777	-338	-10,85%	9,83%
674	Subventions	21 754	23 991	2 237	10,28%	84,90%
		26 737	28 259	1 522	5,69%	100,00%

Les dépenses exceptionnelles, et notamment les subventions, augmentent en 2015 (+ 5,69 %).

En ce qui concerne les mouvements d'ordre et notamment les dotations aux amortissements, ils évoluent ainsi :

	Nature	CA 2013	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %	Structure 2015
2803	Amort. Frais d'études	272	272	272	0	-0,04%	0,05%
2805	Amort. Logiciels	3 818	5 293	2 096	-3 197	-60,40%	0,39%
2812	Amort. Agencements et aménagements	51 562	51 562	51 562	0	0,00%	9,71%
2813	Amort. Constructions	72 600	130 007	158 546	28 539	21,95%	29,86%
2815	Amort. Installations et outillage	296 595	296 633	295 458	-1 175	-0,40%	55,65%
2818	Amort. Autres	26 460	28 535	23 035	-5 500	-19,28%	4,34%
		451 307	512 302	530 968	18 666	3,64%	100,00%

Les dotations aux amortissements sont en augmentation de + 3,64 %, en raison de la mise en service du bureau du port depuis avril 2014 (effet année pleine en 2015).

b/ Les recettes de fonctionnement

	Nature	CA 2013	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %	Structure 2015
70	Produits des locations et ventes	2 143 159	2 239 437	2 215 492	-23 944	-1,07%	96,15%
74	Subventions	15 482			0	0,00%	0,00%
75	Produits de gestion courante	36 266	37 664	36 395	-1 269	-3,37%	1,58%
77 - 79	Produits exceptionnels	62 640	71 565	52 357	-19 208	-26,84%	2,27%
		2 257 547	2 348 666	2 304 245	-44 421	-1,89%	100,00%

On constate une diminution des recettes (- 1,89 %) en 2015.

Cette évolution s'explique principalement par une chute de la recette de revente de carburant due à une diminution de la valeur des produits pétroliers et à une contraction de la demande, ainsi qu'à une diminution des produits exceptionnels comme le remboursement par l'Etat de la CET (dans le cadre du plafonnement de la CET à la valeur ajoutée).

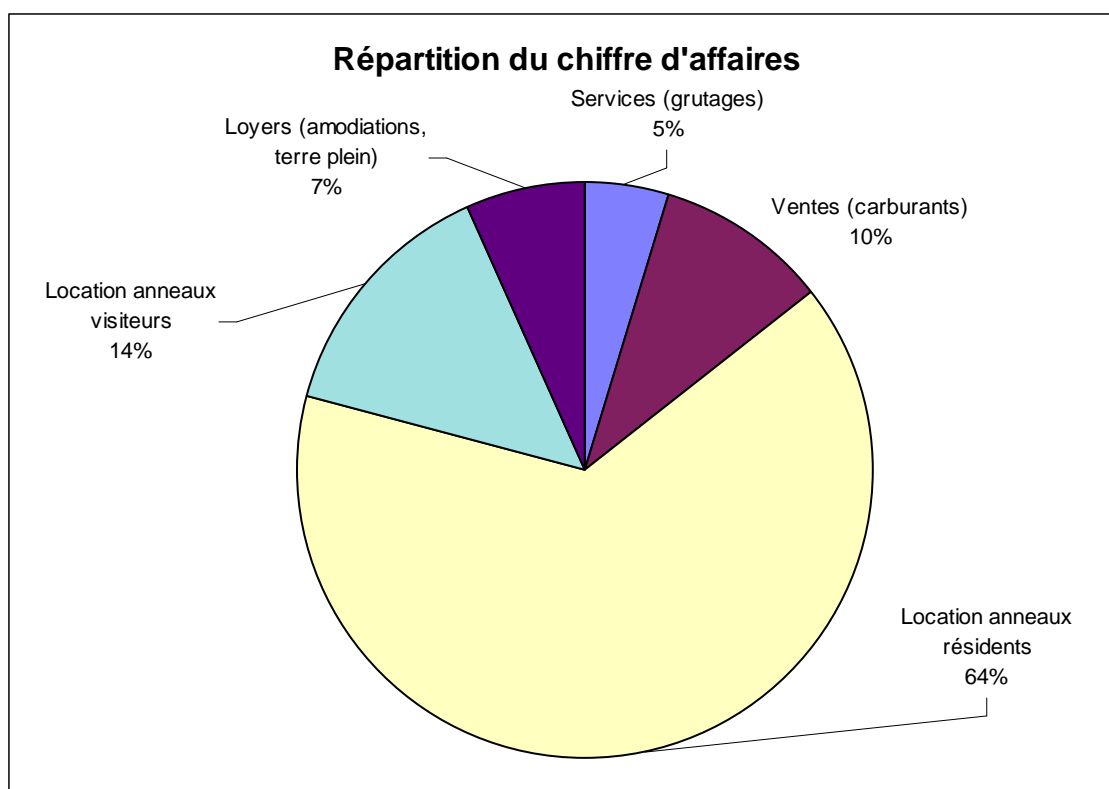
Détail du chiffre d'affaires (comptes 70) :

	Nature	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %	Structure 2015
706	Services (grutages)	98 975	99 455	480	0,49%	4,49%
707	Ventes (carburants et produits dérivés)	254 184	212 090	-42 094	-16,56%	9,57%
708	Location anneaux résidents	1 349 933	1 379 066	29 134	2,16%	62,25%
708	Location anneaux visiteurs	303 123	305 766	2 643	0,87%	13,80%
708	Location terre plein	51 015	35 750	-15 265	-29,92%	1,61%
708	Forfaits hiver été	89 435	78 402	-11 033	-12,34%	3,54%
708	Loyers (amodiations)	92 772	104 962	12 190	13,14%	4,74%
		2 239 437	2 215 492	-23 945	-1,07%	100,00%

Chiffre d'affaires généré par anneau :

	CA 2015	Nombre d'anneaux	CA par anneau
Résidents	1 379 066	1 375	1 003
Visiteurs	305 766	220	1 390

Le CA/anneau résident diminue de 35€ par rapport à celui de 2014. Le principal élément explicatif réside dans l'intégration en cours d'année de 50 anneaux supplémentaires, situés sur les pontons 2 et 3 de l'avant-port. Ces anneaux initialement sous concession Pêche, ont été transférés à la concession plaisance en juin 2015. Le chiffre d'affaires issu de ces 50 anneaux, pour des emplacements de petites tailles, a donc été généré sur 7 mois d'exploitation et non sur une année complète.



	2013	2014	2015
Nuitées d'escale	15 654	15 472	15 294
Bateaux visiteurs en escale	5 161	5 280	4 866
Durée moyenne de séjour (en nuitées)	3,03	2,93	3,14

Le chiffre d'affaires diminue de - 1,07 % en raison de plusieurs facteurs :

- La baisse significative du chiffre d'affaires généré par la vente de carburants (baisse de près de 9 % des volumes vendus et de 9 % du prix de vente)
- Une baisse des recettes des redevances de stationnement en contrat longue durée (forfaits Hiver et/ou Eté), du fait de l'attribution de places annuelles à certains clients, inscrits sur liste d'attente et qui, en attendant l'attribution d'un anneau, avaient souscrit un contrat de ce type.
- Une forte baisse des recettes issues du stationnement sur terre-plein entre 2014 et 2015, qui reviennent maintenant à un niveau plus habituel. En effet, au terme de longues procédures, une forte émission de titres pour de lourds cas litigieux a été réalisée en 2014, ce qui a induit un niveau de recettes en forte hausse.

La baisse globale du chiffre d'affaires a pu être limitée à 1,07%, grâce à la hausse de 2,16 % des recettes des abonnements annuels et de 13 % des loyers d'amodiations (notamment en raison de la 1^e année pleine de la redevance importante du restaurant l'Equipe).

	Nature	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %	Structure 2015
758	Produits divers de gestion courante	37 664	36 395	-1 269	-3,37%	100,00%
		37 664	36 395	-1 269	-3,37%	100,00%

Les produits divers diminuent de - 3,37 %.

Ils concernent essentiellement les remboursements de taxe foncière par les amodiataires.

	Nature	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %	Structure 2015
771	Produits exceptionnels	54 450	51 457	-2 993	-5,50%	98,28%
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	12 075	257	-11 818		0,49%
778	Autres produits exceptionnels	5 041	644	-4 397	-87,23%	1,23%
		71 565	52 357	-19 208	-26,84%	100,00%

Ce poste des produits exceptionnels comprend principalement le remboursement par l'Etat d'une partie de la contribution économique territoriale (CET), dans le cadre du plafonnement de cette taxe à la valeur ajoutée (compte 771). En effet, la part de la CET qui excède 3 % de la valeur ajoutée est remboursée par l'Etat. La valeur ajoutée est égale au chiffre d'affaires moins les achats et prestations de services.

c/ Résultat

	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	Variation 2014/2015
+ Recettes réelles d'exploitation	2 106 619	2 208 127	2 190 199	2 194 907	2 277 101	2 251 888	
- Dépenses réelles d'exploitation	1 490 719	1 541 044	1 753 136	1 789 158	1 756 530	1 794 279	
- Amortissements des équipements	481 756	482 189	493 785	451 307	512 302	530 968	
+ Amortissements des subventions d'investissement	146 965	146 405	146 345	146 345	146 345	146 345	
= EXCEDENT BRUT COURANT	281 109	331 299	89 623	100 787	154 614	72 985	-52,80%
+ Résultat exceptionnel (y compris IS)	231 453	-55 480	10 391	1 036	8 818	-11 728	
= EPARGNE DE GESTION	512 562	275 819	100 014	101 823	163 432	61 257	-62,52%
+ Résultat financier	0	0	0	0	0	0	
= EPARGNE BRUTE	512 562	275 819	100 014	101 823	163 432	61 257	-62,52%
- Remboursement de capital	0	0	0	0	0	0	
+ Amortissements des équipements	481 756	482 189	493 785	451 307	512 302	530 968	
- Amortissements des subventions d'investissement	146 965	146 405	146 345	146 345	146 345	146 345	
= EPARGNE NETTE	847 353	611 603	447 454	406 785	529 389	445 880	-15,77%
Epargne brute	512 562	275 819	100 014	101 823	163 432	61 257	
Recettes réelles de fonctionnement	2 529 488	2 568 109	2 410 801	2 257 547	2 348 666	2 304 245	
Taux d'épargne brute	20,26%	10,74%	4,15%	4,51%	6,96%	2,66%	

L'année 2015 se caractérise par un effet ciseaux, les dépenses augmentant alors que les recettes diminuent.

Le résultat d'exploitation (excédent brut courant) qui était de 154 614 € en 2014 passe à 72 985 € en 2015.

L'épargne nette diminue également en 2015 pour s'établir à 445 800 €, ce qui permet de financer la part résiduelle des investissements sans avoir besoin de recourir à l'emprunt.

d/ Les dépenses d'investissement

	Nature	CA 2013	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %	Structure 2015
2031	Frais d'études		58 223	8 893	-49 330	-84,73%	1,88%
205	Logiciels	10 813			0		0,00%
2183	Matériel de bureau et informatique	1 652	908	2 500	1 591	175,19%	0,53%
2184	Mobilier	348	6 757	2 498	-4 259	-63,03%	0,53%
2188	Autres immobilisations corporelles	5 500	15 325	9 606	-5 719	-37,32%	2,03%
2313	Constructions	1 112 559	1 330 766	80 473	-1 250 293	-93,95%	17,03%
2315	Autres immobilisations en cours	14 139	180	368 647	368 467	204703,83%	78,00%
2318	Autres immobilisations en cours	25 161			0		0,00%
		1 170 172	1 412 160	472 616	-939 544	-66,53%	100,00%

Après deux années fortes en matière d'investissement, liées essentiellement aux travaux de restructuration du bureau du port, l'année 2015 retrouve son rythme ordinaire avec 472 616 € de dépenses, dont près de la moitié a été consacrée à l'aménagement de sanitaires sur ponton pour les plaisanciers visiteurs et la majeure partie restante à des travaux de réfection de la digue Chantereyne et de renouvellement d'équipements.

Ces dépenses sont financées par l'épargne nette et par les excédents capitalisés précédemment.

Le port de plaisance n'est donc redevable d'aucun emprunt.

e/ Les recettes d'investissement

Aucune recette d'investissement n'a été encaissée en 2015.

2- Le budget des espaces d'activités économiques

Le budget annexe des espaces d'activités économiques regroupe les bâtiments des Vindits et de l'Espace d'Activité de l'Amont-Quentin.

	Hôtel d'entreprises Amont-Quentin	Bâtiment des Vindits
Surface des bâtiments	946.52 m2	1308.08 m2
Nbre d'entreprises	8	8
Nbre de salariés	40	87

a/ Les dépenses de fonctionnement

	Nature	CA 2013	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %	Structure 2015
60	Achats	14 426	12 413	19 310	6 897	55,56%	12,72%
61	Services extérieurs	24 729	20 214	27 980	7 766	38,42%	18,43%
62	Autres services extérieurs			25 785	25 785		16,99%
63	Impôts et taxes	29 212	29 475	33 607	4 132	14,02%	22,14%
65	Admissions en non valeur	1	4 476	12 488	8 012	179,00%	8,23%
66	Charges financières	28 031	14 046	12 417	-1 629	-11,60%	8,18%
67-68	Charges exceptionnelles	501	1 549	20 216	18 667	1205,10%	13,32%
		96 900	82 173	151 803	69 630	84,73%	100,00%

Les dépenses de fonctionnement augmentent globalement de + 84,73 %.

Cette augmentation se constate sur presque tous les comptes, et notamment sur :

- les comptes 62 car depuis 2015, une quote-part de charges de personnel indirectes que le budget annexe rembourse au budget principal. Il s'agit de facturer ainsi au budget annexe, les services rendus par les services municipaux (finances, gestion des baux, ...). Pour 2015, ces charges indirectes se sont élevées à 25 711 €.
- les comptes 68 suite à la constitution d'une provision sur les créances à hauteur de 16 566 €.

b/ Les recettes de fonctionnement

	Nature	CA 2013	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %	Structure 2015
70	Recettes Vindits T1	112 776	112 818	125 101	12 283	10,89%	49,78%
70	Recettes Vindits T2	79 449	64 074	31 499	-32 575	-50,84%	12,53%
70	Recettes EA Amont-Quentin	34 967	40 411	51 686	11 275	27,90%	20,57%
75	Produits de gestion courante	47 388	49 490	43 014	-6 476	-13,09%	17,12%
77	Produits exceptionnels	1	361	0	-361	-100,00%	0,00%
		274 581	267 154	251 300	-15 854	-5,93%	100,00%

On remarque une diminution des recettes de - 5,93 %, imputable à la deuxième tranche des Vindits. La diminution des recettes de cette tranche est néanmoins amoindrie par l'augmentation des recettes des autres bâtiments.

En effet, depuis novembre 2014, la société EURODOC qui louait les 372m² du 1^{er} étage de la seconde tranche des Vindits a décidé de ne pas renouveler son bail. Cette entreprise est toujours présente dans le Cotentin mais a souhaité densifier l'usage de ses autres sites comme celui de la 1^{ère} tranche des Vindits.

Au cours de l'année 2015, plusieurs entreprises ont visité ces bureaux disponibles, mais sans prendre de décision. Un preneur a bail potentiel attend actuellement la réponse de son client pour louer la totalité du 1^{er} étage de la seconde tranche des Vindits.

Les comptes 75 enregistrent le produit des charges locatives.

c/ **Résultat**

	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	Variation 2014/2015
+ Recettes réelles d'exploitation	272 643	291 416	291 480	274 580	266 793	251 300	
- Dépenses réelles d'exploitation	76 390	70 634	95 240	68 368	66 578	119 170	
- Amortissements des équipements	169 418	168 934	167 884	168 088	169 482	176 092	
+ Amortissements des subventions d'investissement	34 869	31 219	31 219	31 219	31 219	31 219	
= EXCEDENT BRUT COURANT	61 705	83 067	59 575	69 343	61 952	-12 743	-118,38%
+ Résultat exceptionnel	118	-53 043	594	-500	-1 188	-20 216	
= EPARGNE DE GESTION	61 823	30 024	60 169	68 843	60 764	-32 959	-147,88%
+ Résultat financier	-17 952	-28 360	-30 470	-28 031	-14 046	-12 417	
= EPARGNE BRUTE	43 871	1 664	29 699	40 812	46 718	-45 376	-211,18%
- Remboursement de capital	74 687	91 551	88 339	85 816	86 093	90 282	
+ Amortissements des équipements	169 418	168 934	167 884	168 088	169 482	176 092	
- Amortissements des subventions d'investissement	34 869	31 219	31 219	31 219	31 219	31 219	
= EPARGNE NETTE	103 733	47 828	78 025	91 865	98 888	9 215	-89,97%
Epargne brute	43 871	1 664	29 699	40 812	46 718	-45 376	
Recettes réelles de fonctionnement	273 614	293 788	292 457	274 581	267 154	251 300	
Taux d'épargne brute	16,03%	0,57%	10,15%	14,86%	17,49%	-18,06%	

Le budget annexe des espaces d'activités économiques subit un fort effet ciseaux en 2015, les charges augmentant alors que les recettes diminuent.

L'absence de locataire pour les 372m² du 1^{er} étage de la seconde tranche des Vindits représente en effet une absence de recette évaluée à 46 500 € ht/an pour le loyer et à 3 348 € ht/an pour les charges.

d/ **La section d'investissement**

Les dépenses d'investissement se sont élevées à 94 079 € dont :

- 90 282 € de remboursement de la dette en capital
- 3 797 € de travaux divers.

3- Le budget des parkings

Ce budget annexe comprend les parkings Gambetta-Fontaine (580 places), Napoléon (100 places), Trinité (100 places) et Notre-Dame (115 places).

a/ Les dépenses de fonctionnement

	Nature	CA 2013	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %	Structure 2015
60	Achats	30 877	31 144	32 606	1 462	4,69%	14,31%
61	Services extérieurs	34 299	39 441	47 845	8 404	21,31%	21,00%
62	Autres services extérieurs	116 364	122 060	120 312	-1 748	-1,43%	52,80%
63	Impôts et taxes	23 932	24 176	24 418	242	1,00%	10,72%
67	Charges exceptionnelles	31 604	1 502	2 700	1 198	79,71%	1,18%
		237 076	218 323	227 881	9 558	4,38%	100,00%

Les dépenses de fonctionnement du budget parkings sont en augmentation par rapport à 2014, de + 4,38 %.

b/ Les recettes de fonctionnement

	Nature	CA 2013	CA 2014	CA 2015	Evolution en €	Evolution en %	Structure 2015
7083	Recettes Gambetta Fontaine	175 215	190 935	193 860	2 925	1,53%	63,07%
7083	Recettes Notre Dame	69 204	76 300	76 116	-184	-0,24%	24,76%
7083	Recettes Trinité	31 587	22 838	19 943	-2 895	-12,68%	6,49%
7083	Recettes Napoléon	12 360	11 167	15 828	4 661	41,74%	5,15%
77	Produits exceptionnels	31 405	2	1 642	1 640	82000,00%	0,53%
		319 771	301 242	307 389	6 147	2,04%	100,00%

Les recettes d'exploitation augmentent en 2015 : + 2,04 %.

Alors que le prix du stationnement dans les parkings reste modique (0,4€/h), nous remarquons que le parking Gambetta fontaine voit sa fréquentation légèrement augmenter de 1,53% avec un chiffre d'affaire supérieur de 2 925€ soit + 3 656 usagers (ticket moyen : 0,8€). Cette augmentation compense à peine la baisse d'activité du parking de la Trinité toujours impacté par la poursuite des travaux de l'hôtel de l'ex-communauté urbaine.

Hors recettes exceptionnelles et parking Napoléon, le chiffre d'affaire des parkings Gambetta-Fontaine, Notre-Dame et Trinité s'élève à 289 919€ soit 420 172 usagers avec un ticket moyen de 1 h 43 à 0,69 €.

Pour avoir une vue d'ensemble du stationnement, il convient également de prendre en compte le chiffre d'affaire 2015 des 618 places payantes sur voirie qui s'élève à

253 677€ (dont 15 685€ de contrats résidents) soit 17 096 usagers avec un ticket moyen de 1h20 à 0,8€.

Par ailleurs, cette légère progression du chiffre d'affaire des parkings en 2015 s'explique notamment par l'augmentation du nombre d'abonnés au parking Napoléon qui est passé de 54 fin 2014 à 68 fin 2015. En effet, la Ville a décidé en 2014 de diviser par deux le prix de l'abonnement au parking Napoléon pour offrir un abonnement à 25 € / mois afin de notamment répondre aux demandes de stationnement des salariés du centre-ville.

c/ Résultat

Le budget parkings engendre un excédent (hors excédents antérieurs et en mouvements réels) qui s'élève à 79 508 € en 2015 (82 919€ en 2014).

	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	Variation 2014/2015
+ Recettes réelles d'exploitation	308 969	315 836	322 221	288 366	301 240	305 747	
- Dépenses réelles d'exploitation	208 321	243 795	243 319	205 472	216 821	225 181	
- Amortissements des équipements	64 716	74 855	77 389	84 833	92 996	94 009	
+ Amortissements des subventions d'investissement	32 288	32 288	32 288	32 288	32 288	32 288	
= EXCEDENT BRUT COURANT	68 220	29 474	33 801	30 349	23 711	18 845	-37,91%
+ Résultat exceptionnel	4 237	-314	34 734	-199	-1 500	-1 058	
= EPARGNE DE GESTION	72 457	29 160	68 535	30 150	22 211	17 787	-41,00%
+ Résultat financier							
= EPARGNE BRUTE	72 457	29 160	68 535	30 150	22 211	17 787	-41,00%
- Remboursement de capital							
+ Amortissements des équipements	64 716	74 855	77 389	84 833	92 996	94 009	
- Amortissements des subventions d'investissement	32 288	32 288	32 288	32 288	32 288	32 288	
= EPARGNE NETTE	104 885	71 727	113 636	82 695	82 919	79 508	-3,85%
Epargne brute	72 457	29 160	68 535	30 150	22 211	17 787	
Recettes réelles de fonctionnement	313 618	315 863	357 301	319 771	301 242	307 389	
Taux d'épargne brute	23,10%	9,23%	19,18%	9,43%	7,37%	5,79%	

d/ La section d'investissement

Les dépenses d'investissement se sont élevées à 59 134 €.

4- Les autres budgets annexes

a/ *Le budget locations*

Ce budget enregistre les recettes provenant des locations de salles (y compris le bâtiment rue de la Chasse Verte loué depuis le 1^{er} octobre 2006 au Centre des arts du Cirque de Basse-Normandie) ainsi que de certains travaux (réalisés par le service embellissement de la ville notamment). En 2015, ces recettes se sont élevées à 100 010 € HT.

En ce qui concerne la section d'investissement, une dépense de 37 985 € a été réalisée en 2015. Il s'agit de frais d'études pour la conception d'un lieu d'hébergement des artistes de la Brèche.

b/ *Le budget cimetières*

Ce budget, créé le 1er janvier 1998, suite à la fin du monopole communal du service extérieur des pompes funèbres (loi n° 93-23 du 8 janvier 1993), enregistre les recettes des activités funéraires (creusement des tombes notamment).

En 2015, ces recettes se sont élevées à 12 123 €.

Le budget cimetière est équilibré par des dépenses de personnel équivalentes (frais de personnel notamment qui sont remboursés au budget principal).

Il ne possède pas de section d'investissement.

CONCLUSION

: = : = : = : = :

En conclusion, le compte administratif 2015 fait apparaître un résultat de fonctionnement qui s'élève à 5 266 689 € et qui permet de financer le remboursement de la dette en capital (2 981 624 €).

Les recettes de fonctionnement ont diminué de - 1,63 % mais les dépenses de fonctionnement n'ont diminué que de - 0,43 %, confirmant ainsi le retour de l'effet ciseau qui s'était inversé depuis 2009.

En retraitant les dépenses de fonctionnement de certaines écritures particulières conjoncturelles (dépenses liées à l'organisation de la course du Figaro et de Presqu'île en fleurs, ainsi que les suites du contentieux avec l'Etat au sujet de la TP de DCNS), on peut retenir objectivement qu'elles ont augmenté en 2015 de + 1,50 %, notamment du fait de l'impact en année pleine de la réforme des rythmes scolaires, financée depuis septembre 2014. Elles ont donc été maîtrisées encore en 2015, qu'il s'agisse de la masse salariale ou des dépenses des services municipaux.

En retraitant de la même façon les recettes de fonctionnement, on peut retenir objectivement qu'elles ont légèrement augmenté en 2015 de + 0,84 %, confirmant ainsi le retour de l'effet ciseaux.

Face à une diminution sans précédent des dotations de l'Etat et au financement de la réforme des rythmes scolaires, l'effet ciseau est néanmoins limité, démontrant ainsi, une fois encore, la capacité d'adaptation de Cherbourg-Octeville aux contraintes financières qu'elle doit affronter.

Les fondamentaux de gestion et les principaux ratios sont favorables avec une épargne nette positive qui atteint un montant de 3 716 603 €, ce qui a permis de financer une grande partie des investissements.

C'est donc une commune financièrement saine qui s'intègre à la commune nouvelle de Cherbourg en Cotentin au 1^{er} janvier 2016.